

RAPPORT ANNUEL 2017



ATLANTIC BUSINESS INTERNATIONAL



BANQUE POPULAIRE

SOMMAIRE

	6	MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL ET NATIONAL <ul style="list-style-type: none">> Monde : Poursuite de la reprise économique> Afrique Subsaharienne : un environnement économique globalement favorable> UEMOA : Maintien du dynamisme de l'activité	8	
ACTIVITÉ DU GROUPE <ul style="list-style-type: none">> Banques> Corporate banking et gestion d'actifs> Assurances	24	LE GROUPE BANQUE CENTRALE POPULAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST <ul style="list-style-type: none">> Présentation de la holding Atlantic Business International> Structures et Organigramme> Valeurs partagées> Faits marquants 2017> Chiffres clés> Stratégie du groupe
	38	GOVERNANCE D'ENTREPRISE
GESTION GLOBALE DES RISQUES	42	
	50	FONCTIONS SUPPORT ACTIVITÉ 2017 <ul style="list-style-type: none">> Moyens et plateformes mutualisés> Une communication au service de l'ambition du groupe> Le capital humain
ENGAGEMENT CITOYEN	56	
	60	ETATS FINANCIERS

MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Au terme de l'année 2017, Atlantic Business International (ABI), holding bancaire financière du groupe Banque Centrale Populaire (BCP) a confirmé sa position d'acteur majeur de la zone UEMOA, déployant tout son potentiel au service du développement économique des pays d'implantation, à travers ses 14 filiales actives dans les métiers de la banque, la gestion d'actifs et les assurances.

ABI a réalisé des performances en ligne avec son budget. Comparé à 2016, le total bilan a enregistré une hausse de 17% pour un résultat net en hausse de 45%. Les performances bancaires se sont traduites par une croissance des ressources collectées de 17% et des crédits distribués de 26%. Le produit net bancaire s'est accru de 16%. L'activité des assurances a enregistré une hausse de son produit net de 26%.

En cohérence avec le Plan stratégique du groupe BCP dénommé « Elan 2020 », ABI a lancé début 2017 un programme de transformation, dans lequel l'innovation et la proximité sont placées au cœur des priorités. Le plan de transformation a permis au groupe de décliner une nouvelle vision dynamique avec pour ambition de devenir « le premier groupe bancaire panafricain, solidaire et ancré localement ».

Ce programme entend capitaliser sur le modèle réussi au Maroc pour concrétiser son ambition de contribuer au développement du continent par l'inclusion financière, en se basant aussi bien sur son réseau « Banque Atlantique » ainsi que sur ses filiales en microfinance intervenant sous la marque « Atlantique Micro-finance For Africa – AMIFA ».

Partenaire financier privilégié des politiques sectorielles, le groupe a renforcé sa contribution au financement de l'économie en accompagnant des projets structurants à

fort impact social. Ainsi, notre groupe a accordé des prêts directs à des entreprises publiques et privées, adjudicataires de marchés d'Etat.

Bien implanté sur le segment des Entreprises, notre groupe a davantage affermi son positionnement d'acteur décisif du financement des PME en proposant, des solutions puissantes, compétitives et innovantes pour accompagner cette clientèle. Soucieux de la diversité du tissu économique et de l'émergence de l'entrepreneuriat féminin dans l'Uemoa, notre groupe a poursuivi ses actions visant à faciliter l'accès des femmes chefs d'entreprise, y compris de start-up, au crédit bancaire, à travers la mise en place d'un fonds et le soutien d'organisations actives dans le domaine de la promotion de l'entrepreneuriat féminin.

En outre, notre groupe a pris en 2017, plusieurs mesures visant l'amélioration de la contribution de l'activité Retail à ses performances. La nouvelle stratégie et sa déclinaison en projets opérationnels couvrent l'ensemble des leviers de développement de l'activité Retail sur la période du plan, se traduisant par une forte progression de tous les indicateurs du segment de marché.

Dans le cadre de la stratégie du groupe et en anticipation de l'entrée en vigueur des nouvelles réformes réglementaires, le groupe a initié un plan de renforcement des fonds propres de ABI à travers une augmentation de capital au cours de l'année 2017. Ainsi, le fonds de private equity britannique, Development Partners International (DPI) a fait son entrée dans le capital de ABI.

Au 31/12/2017, le capital social de ABI est passé de 113 964 700 000 à 160 177 310 000 FCFA.



“ Notre appartenance au groupe BCP contribue à forger une culture spécifique au sein d’ABI et renforce la cohésion de nos équipes. La croissance enregistrée en 2017, portée au quotidien par près de 2500 collaborateurs, illustre la pertinence du nouveau modèle de transformation et permet de consolider notre position de troisième groupe financier de l’espace Uemoa. ”

Habib KONÉ
Directeur Général

Cette opération s’est traduite par une reconfiguration de l’actionnariat de la holding, comme suit :

- * Groupe BCP : 68,46%,
- * DPI : 19,42%
- * Atlantic Financial Group (AFG) : 12,12%.

D’autre part, notre groupe a renforcé son maillage ouest africain en finalisant la prise de contrôle de la Banque Internationale pour l’Afrique (BIA) Niger, deuxième institution bancaire de ce pays. Cette nouvelle acquisition permet à la BCP de se hisser au rang de premier groupe bancaire au Niger.

Notre appartenance au groupe BCP contribue à forger une culture spécifique au sein d’ABI et renforce la cohésion de nos équipes. La croissance enregistrée en 2017, portée au quotidien par près de 2500 collaborateurs, illustre la pertinence du nouveau modèle de transformation et permet de consolider notre position de troisième groupe financier de l’espace Uemoa.

Notre groupe s’inscrit durablement dans l’accompagnement solidaire des populations et affiche son ambition en matière de citoyenneté à travers 4 axes d’intervention (social ; entrepreneuriat ; environnement ; culture) qu’elle investit pour innover dans son modèle, faisant émerger les bases d’une économie responsable dans ses pays de présence.

En 2017, notre groupe a été distingué via sa filiale d’Assurances GTA-C2A Vie et le Directeur Général, par le jury du prix d’Europe Business Assembly (EBA) de la Meilleure Entreprise Régionale et du Meilleur Manager de l’Année.

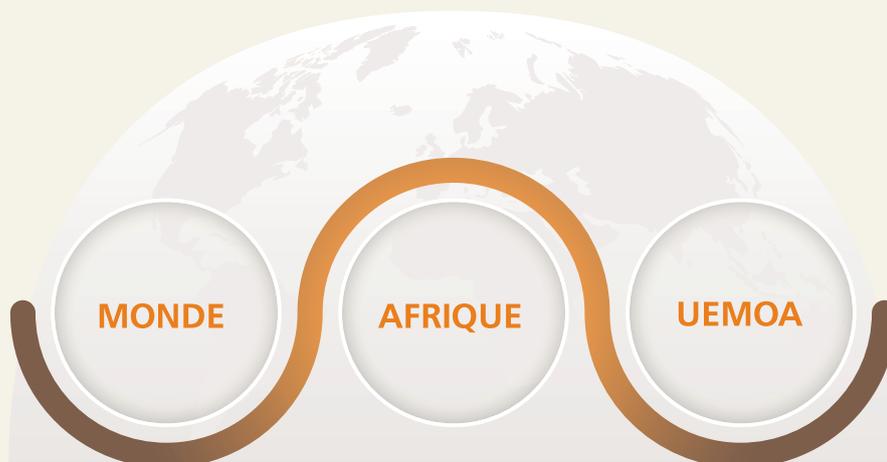


ENVIRONNEMENT
ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL ET
NATIONAL





ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL ET NATIONAL



MONDE

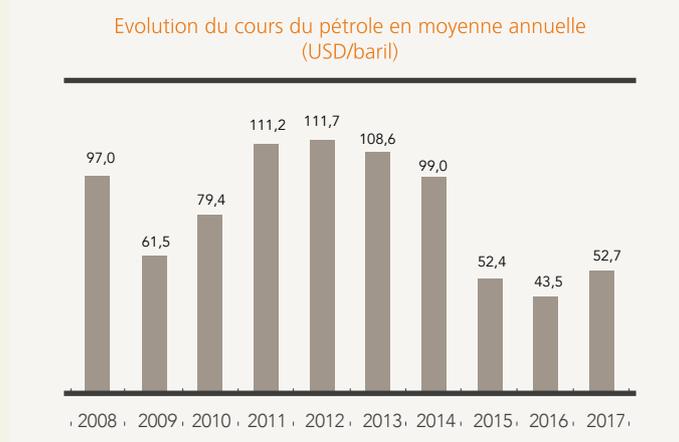
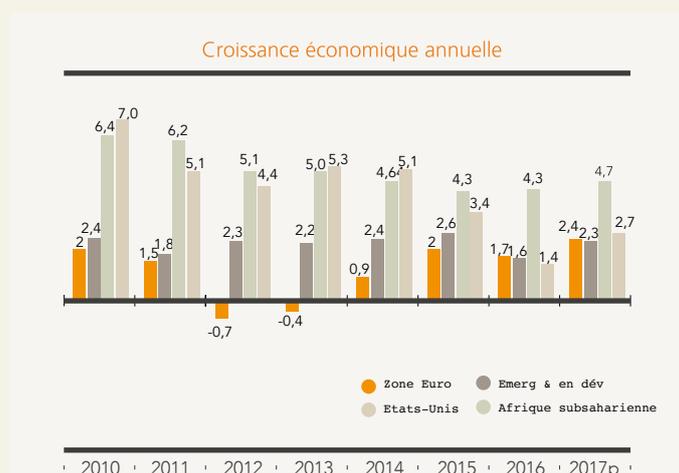
Poursuite de la reprise économique

Au regard des évolutions récentes, l'activité économique mondiale semble confirmer son redémarrage matérialisé par une reprise cyclique de l'investissement, de la consommation, du commerce mondial et de la production industrielle. Selon les dernières estimations du FMI, le PIB mondial aura progressé à son rythme le plus rapide depuis 2010 à 3,7% en 2017 (Vs. 3,2% en 2016) avec une reprise de plus en plus synchronisée entre grandes régions économiques.

Aux États-Unis, la croissance du PIB s'est établie autour de 2,3% en 2017 (vs. 1,5% en 2016) et ce, en raison de l'amélioration du marché de l'emploi (baisse graduelle du taux de chômage) et du maintien d'une politique budgétaire moins expansionniste que prévu.

En zone euro (principale partenaire économique du Maroc), la reprise aura progressivement gagné en vigueur sur les trois dernières années jusqu'à atteindre un taux de croissance de 2,4% en 2017 (vs. 1,8% en 2016). Une performance qui est à mettre au crédit d'une amélioration plus vigoureuse de l'activité en Allemagne et en France. En effet, la robustesse de la demande intérieure et la dynamique continue de l'investissement auront boosté le PIB de l'Allemagne à 2,5% en 2017 (vs. 1,9% en 2016), tandis que le rebond du commerce extérieur, l'amélioration du climat des affaires et des dépenses de consommation des ménages constituent les plus importants facteurs de soutien pour le PIB français qui s'est accru de 1,8% en 2017 (vs. 1,2% en 2016).

Au Royaume-Uni, la persistance des incertitudes entourant l'issue des négociations relatives à la décision de quitter l'UE (Brexit) continuent de peser sur les perspectives d'activité.



Source : FMI, Bloomberg et Direction Analyses & Recherches de la Banque des Marchés des Capitaux



Ainsi, la croissance de l'économie britannique aura décéléré à 1,7% en 2017 (vs. 1,9% en 2016). Pour ce qui concerne le Japon, le PIB aura affiché une expansion de 1,8% (vs. 0,9% en 2016) sur fond de rebond de la consommation des ménages, du renforcement de la demande extérieure et du maintien de l'assouplissement monétaire. Pour les pays émergents et en développement, l'activité économique a enregistré une progression de 4,7% (vs. 4,4% en 2016), impulsée par le rebond des dépenses d'investissement dans les infrastructures et la reprise des cours des produits de base. En Chine, le PIB

a affiché une hausse de 6,8% en 2017 (vs. 6,7% en 2016) soutenue par la demande intérieure et l'investissement public. En Inde, la croissance a accusé un ralentissement à 6,7% en 2017 (vs. 7,1% en 2016) en raison notamment de la mise en place en juillet 2017 de la taxe sur les biens et services.

Pour sa part, le Brésil semble sortir d'une récession sévère avec un PIB qui s'est accru de 1,1% en 2017 (vs. -3,5% en 2016) en raison de la bonne tenue des exportations et l'amélioration du rythme de croissance de la demande intérieure. Dans la région du Moyen-Orient et

Afrique du Nord, l'activité économique aura subi un ralentissement sensible en 2017 en raison particulièrement de l'ajustement à la baisse des budgets d'investissement des pays exportateurs de pétrole. La croissance du PIB de la région a été limitée à 2,5% en 2017 (vs. 4,9% en 2016).

Pour ce qui est du commerce mondial (biens & services), son volume s'est redressé en 2017 avec une croissance de 4,7% (vs. 2,5% seulement en 2016) en lien notamment avec l'amélioration de l'industrie manufacturière mondiale.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Un environnement économique globalement favorable

L'évolution de l'environnement économique mondial est devenue globalement plus favorable pour l'activité en Afrique subsaharienne. Cela s'explique par l'amélioration du commerce mondial, une croissance plus forte que prévu de l'activité en zone euro et en Chine - deux économies qui, pour rappel, entretiennent de forts liens commerciaux et d'investissement avec l'Afrique - et une reprise des prix des produits de base, notamment des produits pétroliers.

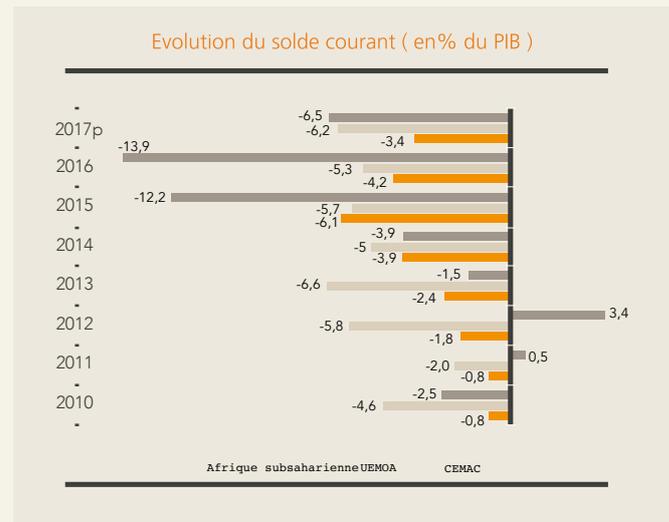
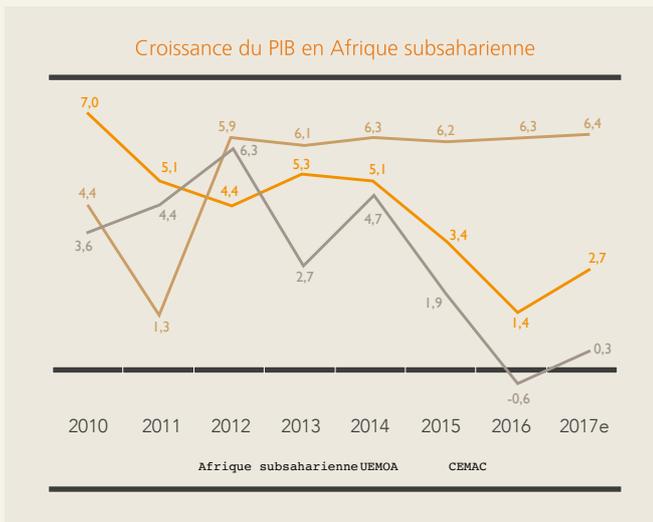
Au terme de l'exercice 2017, une amélioration de la croissance a été enregistrée dans la zone Afrique subsaharienne se situant autour de 2,7% (vs. 1,4% en 2016). Cette reprise s'expliquerait

essentiellement par des facteurs exceptionnels, en l'occurrence un rebond de la production pétrolière au Nigeria et un assouplissement des conditions de sécheresse en Afrique orientale et australe.

Par ailleurs, il convient de souligner que les perspectives d'activité des pays importateurs de produits pétroliers sont globalement meilleures, avec une croissance agrégée de 3,9% en 2017 (vs. 3,4% en 2016) contre une croissance moyenne de seulement 0,8% pour les pays exportateurs de produits pétroliers (vs. -1,5% en 2016).

Par sous-région, le taux de croissance en zone UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine) se serait

stabilisé à 6,4% (vs. 6,3% en 2016), avec des taux variant entre 7,6% pour la Côte d'Ivoire, 6,8% pour le Sénégal, 5,3% pour le Mali, 5% pour le Togo et 4,2% pour le Niger. Tandis que dans la zone CEMAC (Communauté Economique et Monétaire des Etats de l'Afrique Centrale), l'activité continue d'être globalement atone avec un taux de croissance agrégé de seulement 0,3% (vs. -0,6% en 2016). Cette situation s'explique essentiellement par le fait que le taux de croissance de l'un des Etats membres, la Guinée équatoriale en l'occurrence, continue à se rétracter -7,4% en 2017 contre -9,7% en 2016. Elle est aussi attribuable, mais dans une moindre mesure, au Gabon qui affiche une croissance de seulement 1% contre 2,1% en 2016.



Source : FMI et Direction Analyses & Recherches de la Banque des Marchés des Capitaux

UEMOA

Maintien du dynamisme de l'activité

En zone Uemoa, espace communautaire de présence des filiales d'Atlantic Business International (ABI), le dynamisme de l'activité économique amorcé depuis 2012 s'est poursuivi en 2017 avec un taux de croissance qui s'est établi, selon le Comité de politique monétaire de la Bceao, à 6,7% après 6,6% en 2016 et 6,2% en 2015. Cette croissance est portée par la bonne tenue de l'activité économique de l'Union sous l'effet des résultats positifs au niveau du secteur primaire, le dynamisme du secteur des Bâtiments et Travaux publics (BTP) et le maintien des performances au niveau des transports et communications.

Par pays de l'Union, la croissance s'est déclinée comme suit : Bénin (5,6%), Burkina Faso (6,4%), Côte d'Ivoire (7,8%), Guinée-Bissau (5,7%), Mali

(5,3%), Niger (5,2%), Sénégal (6,8%) et Togo (4,4%).

Le Comité de politique monétaire de la Bceao examinant la situation économique dans l'Union, en décembre, a relevé que le taux d'inflation, en glissement annuel, s'est établi à 1,2% au troisième trimestre 2017 après 0,1% le trimestre précédent.

Expliquant cette évolution du niveau général des prix par la progression des prix des produits alimentaires, à la suite d'un approvisionnement insuffisant des marchés en produits céréaliers locaux, en légumes et en produits de pêche. A l'horizon de vingt-quatre mois, le taux d'inflation, en glissement annuel, est projeté à 1,5%, en phase avec l'objectif de stabilité des prix poursuivi par la Banque Centrale.

Le Comité a noté que la masse monétaire dans l'Union s'est accrue de 11,3% en glissement annuel au troisième trimestre 2017, traduisant une consolidation des actifs extérieurs nets (17,6%) et une progression des créances intérieures (10,8%). Le taux d'intérêt moyen trimestriel du marché monétaire s'est redressé, ressortant à 3,20% après 2,70% le trimestre précédent et 3,18% un an plus tôt.

Au regard de ces évolutions, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir inchangés le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité à 2,50% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal à 4,50%. Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union demeure fixé à 3,0%.



LE GROUPE BANQUE
CENTRALE POPULAIRE
EN AFRIQUE DE L'OUEST





LE GROUPE BANQUE CENTRALE POPULAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Le groupe Banque Centrale Populaire (GBCP) est un groupe financier mutualiste et universel qui tire sa force de la singularité de ses valeurs de solidarité et de mutualité marquées dans son organisation et son fonctionnement unique au Maroc. Le groupe est présent dans 12 pays africains et 13 autres pays dans le reste du monde.

Le groupe (BCP) opère en Afrique de l'Ouest principalement à travers sa holding Atlantic Business International (ABI), dont il détient 68,46% du capital. ABI est aujourd'hui présent dans 10 pays.

PRESENTATION DE LA HOLDING ATLANTIC BUSINESS INTERNATIONAL

Solidement installée dans le trio de tête des groupes financiers de l'espace UEMOA, la holding du groupe BCP poursuit son évolution au travers de ses 14 filiales actives dans les domaines de la banque, la banque d'affaires et des assurances.

Atlantic Business International fonde son efficacité sur près de 2500 collaborateurs pour proposer des conseils en matière de financements et des solutions d'investissements en s'appuyant sur l'expertise et le savoir-faire de ses équipes.



STRUCTURE ET ORGANIGRAMME

STRUCTURE DU CAPITAL AU 31 DÉCEMBRE 2017

• Groupe Banque Centrale Populaire (GBCP) : **68,46%**

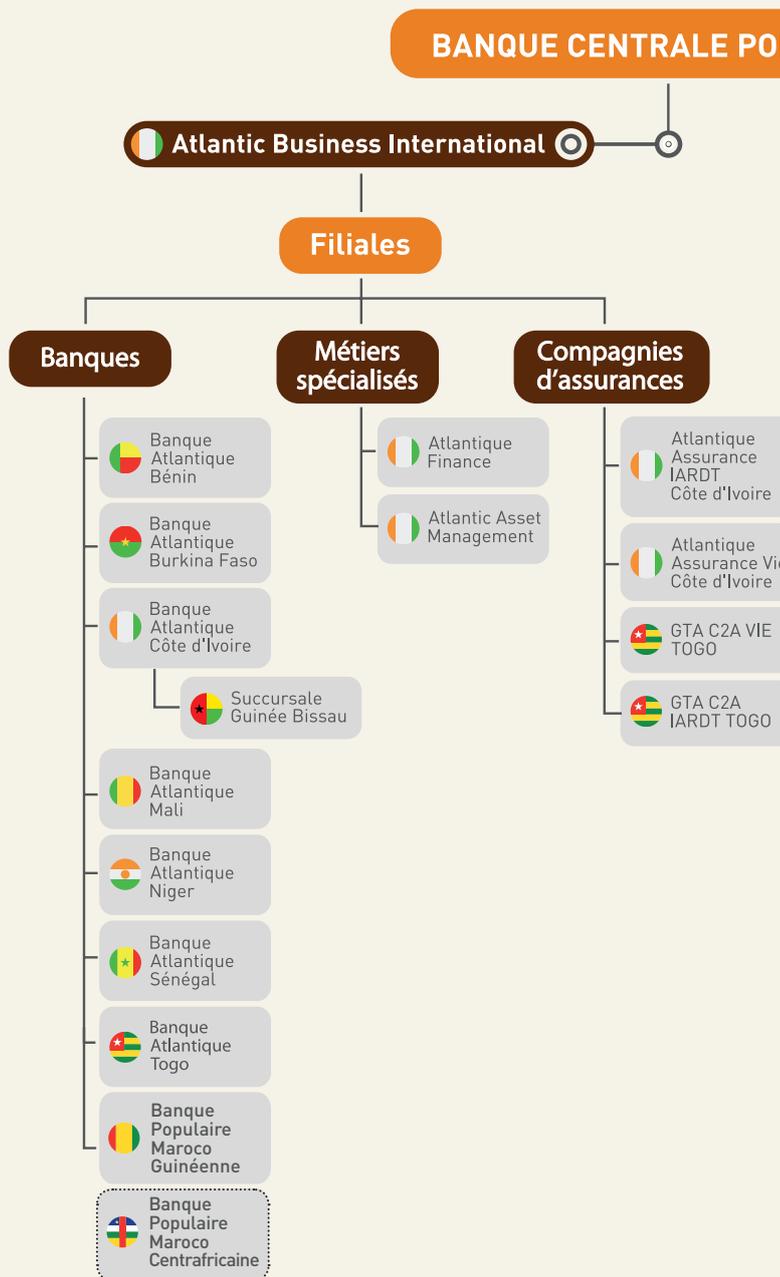
• DPI : **19,42%**

• Atlantic Financial Group (AFG) : **12,12%**

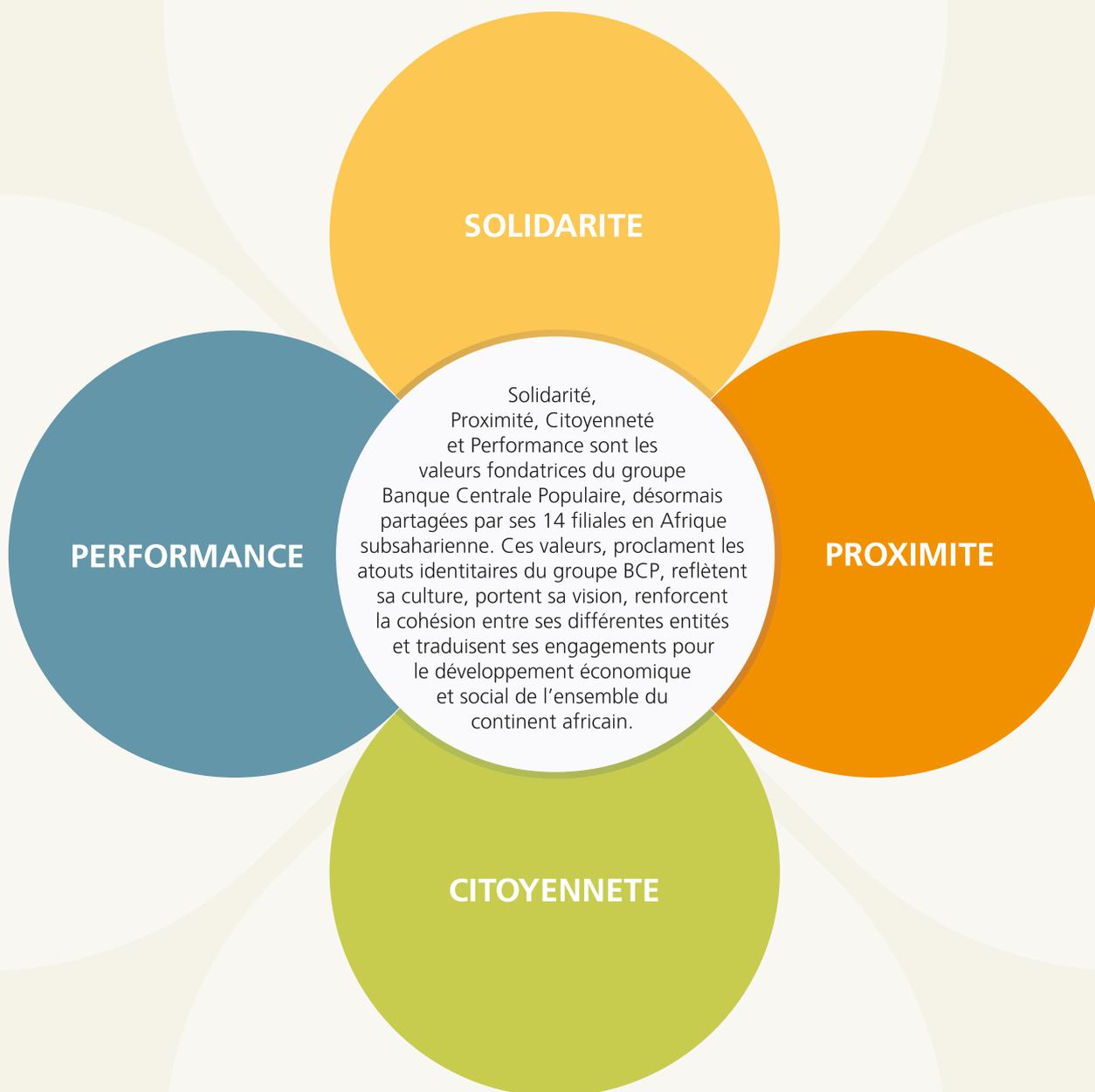


ORGANIGRAMME

La holding Atlantic Business International, filiale du groupe BCP, se compose des entités suivantes :



VALEURS PARTAGÉES





SOLIDARITE

Elle est ancrée dans l'histoire du groupe Banque Centrale Populaire et constitue l'une de ses valeurs fondamentales. Elle lui permet d'assurer sa mission d'intérêt général de bancarisation et de développement socioéconomique, à travers des actions à fortes retombées sociales et économiques en faveur des régions et des différents secteurs d'activité.

En Afrique subsaharienne, le groupe favorise l'émergence de projets et d'actions concrètes portés par la solidarité visant notamment l'inclusion sociale et l'amélioration des conditions de vie des populations, démontrant son utilité en matière socio-économique et environnementale.



PROXIMITE

La structure régionale du groupe Banque Centrale Populaire, la densité de son réseau et sa forte présence lui permettent d'être en contact permanent avec les réalités et spécificités locales.

Cette proximité lui permet de contribuer efficacement à la mobilisation de l'épargne, à son utilisation au profit du développement des régions où elle est collectée et à la promotion des activités bancaires à l'échelle nationale et régionale.



CITOYENNETE

Le groupe Banque Centrale Populaire veille à mettre en œuvre des actions qui s'inscrivent dans une démarche globale de développement durable.

L'engagement citoyen du groupe est essentiellement porté par ses trois fondations. La Fondation Banque Populaire promeut la culture et la scolarisation, notamment celle des filles dans le monde rural. La Fondation Création d'Entreprises encourage l'esprit entrepreneurial aussi bien pour la clientèle locale que pour les MDM. Attawfiq Micro-Finance, quant à elle, contribue à l'inclusion bancaire et financière en accompagnant les micro-entrepreneurs.

Tirant parti de l'expérience réussie de sa filiale marocaine Attawfiq Micro-Finance, le groupe a créé la holding Atlantic Microfinance For Africa (Amifa) pour piloter son ambitieux programme de microfinance en Afrique. Sa création est consécutive aux conventions conclues entre le groupe et les Etats, notamment, le Mali, la Côte d'Ivoire, le Gabon, la République de Guinée, Madagascar, le Sénégal et le Rwanda, portant sur le développement des activités de microfinance dans ces pays.



PERFORMANCE

Le groupe veille à la promotion de la culture de l'efficacité, du professionnalisme, de la satisfaction du client et de l'innovation tout en améliorant ses modes de fonctionnement. C'est ainsi que le Capital humain et le Système d'information ont été érigés en piliers de l'organisation du groupe.

FAITS MARQUANTS 2017

Entrée du fonds DPI dans le tour de table d'ABI

Injection de 100 millions de dollars dans ABI par le fonds de private equity britannique Development Partners International (DPI). L'opération implique la reconfiguration de l'actionnariat de la holding comme suit : le groupe BCP 68,46%, DPI 19,42% et Atlantic Financial Group (AFG) 12,12%.



Signature de convention avec l'Etat de Côte d'Ivoire

Signature d'une convention avec l'Etat ivoirien, représenté par le ministère de l'Economie et des Finances, portant sur un financement de 66,7 milliards de francs CFA destiné à la modernisation des infrastructures routières, en l'occurrence le renforcement des axes Gagnoa- Yabayo (79 Km) Agboville-Thomasset (45 Km).



Signature de convention avec ITFC, filiale de la BID

Signature au mois de mars 2017 d'une convention portant sur la mobilisation d'une ligne de financement Mourabaha

de 40 millions d'euros avec International Islamic Trade Finance Corporation (ITFC), filiale de la Banque islamique de développement (BID). La convention vise à promouvoir l'activité de commerce international de la PME dans la zone UEMOA.

Plus de 260 millions pour financer l'entrepreneuriat féminin en Côte d'Ivoire

Remise par le ministère du Commerce, de l'Artisanat et de la Promotion des PME de Côte d'Ivoire et Banque Atlantique Côte d'Ivoire de chèques à des femmes entrepreneures premières bénéficiaires des financements octroyés dans le cadre du Fonds pour la promotion des PME et de l'entrepreneuriat féminin, mis à la disposition de l'Etat de Côte d'Ivoire par le groupe BCP.

Finalisation de l'acquisition de BIA-Niger

Finalisation de la prise de contrôle de la Banque Internationale pour l'Afrique au Niger (BIA-Niger), deuxième institution bancaire du pays. Cette opération permet au groupe BCP de se hisser au rang de premier groupe bancaire au Niger. La BCP détient, à travers sa filiale ABI, 69,51% du capital et des droits de vote de BIA-Niger.



GTAC2A-VIE doublement honorée lors des « Europe Business Assembly » (EBA)

GTAC2A-VIE, filiale leader du marché de l'assurance vie au Togo et son directeur général ont remporté deux trophées décernés par Europe Business Assembly (EBA) à Cannes (France) : le prix de la « meilleure entreprise régionale » (best regional enterprise) et le prix du « meilleur manager de l'année » (best manager of the year).



Adoption d'une nouvelle solution Corebanking et progiciel de gestion des assurances

Décision de doter l'ensemble des filiales bancaires d'ABI du core-banking T24 de TEMENOS afin de répondre aux besoins variés de l'industrie bancaire et aux orientations stratégiques du groupe dans le cadre de sa vision « Elan 2020 ». Le site pilote de Banque Atlantique Niger a basculé en 2017 conformément au plan de déploiement. Celui-ci prévoit une migration progressive des autres entités et le basculement total du réseau bancaire vers cette nouvelle solution d'ici à fin 2019.

Au niveau des filiales assurances, GTA-vie a été la dernière filiale à opérer sa bascule vers un nouveau progiciel après Atlantique Assurances, Atlantique Assurance Vie et GTA-IARD, bouclant ainsi le processus de transformation du SI des compagnies d'assurances du groupe.

Développement des synergies banque-assurances et microfinance

Lancement par Atlantique Assurance Vie et Banque Atlantique de « Ma Retraite », un nouveau produit de bancassurance permettant aux clients particuliers (salariés du public et du privé) ou professionnels de se constituer progressivement un revenu supplémentaire. Lancement par Atlantique Assurances et Atlantic Micro Finance for Africa (AMIFA) de « Amifa Reconfort Accident », un contrat d'assurance centré sur la couverture des risques auxquels le client s'exposerait suite à un accident de la vie professionnelle ou privée. Cette offre cible les clients de la microfinance.

De plus, Atlantic Asset Management et Banque Atlantique ont procédé au lancement de « FCP Atlantique Sécurité », une solution de placement sur le marché financier, commercialisée dans tout l'espace UEMOA. Ce fonds commun de placement obligataire, constitué de produits de taux, assure un rendement de 5% par an.



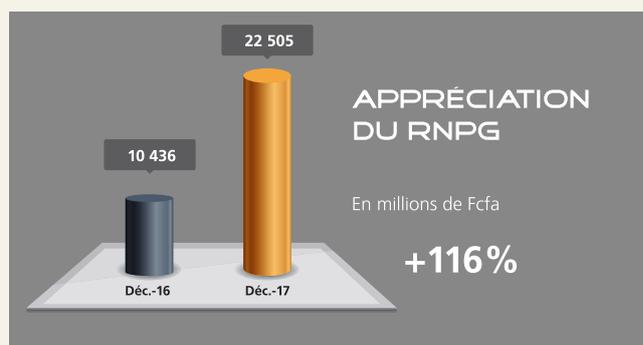
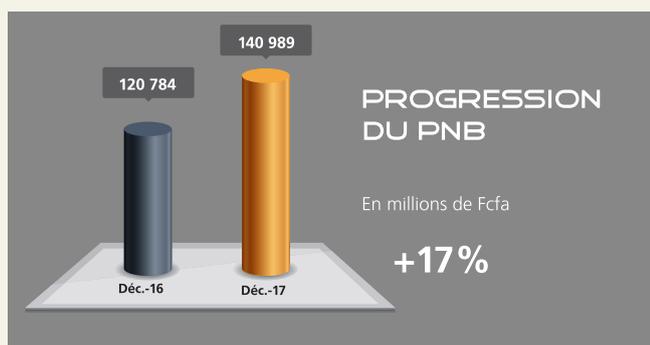
Lancement d'une nouvelle campagne institutionnelle Banque Atlantique

L'année 2017 a également été marquée par le lancement d'une nouvelle campagne institutionnelle multimédia, conçue autour de la signature « Faites pour vous » et déployée dans tout l'espace UEMOA. L'objectif est d'affirmer le savoir-faire de Banque Atlantique en illustrant l'impact concret des choix des clients et la volonté de la banque de les accompagner pour « construire et développer le meilleur de leurs projets ».

CHIFFRES CLÉS

BANQUE

CRÉDITS DISTRIBUÉS	1 783 112 MILLIONS DE FCFA	+25%
RESSOURCES COLLECTÉES	1 841 592 MILLIONS DE FCFA	+14%
PRODUIT NET BANCAIRE	140 989 MILLIONS DE FCFA	+17%
TOTAL BILAN	3 346 013 MILLIONS DE FCFA	+16%



En 2017, la holding du groupe BCP a consolidé sa dynamique de croissance et poursuivi l'amélioration de ses principaux indicateurs financiers dans un contexte de forte concurrence sur l'ensemble des marchés où le groupe est présent.

La finalisation de la prise de contrôle de la Banque Internationale pour l'Afrique au Niger (BIA-Niger) au mois de juillet, deuxième institution bancaire du pays, permet au groupe BCP de se hisser au rang de premier groupe bancaire au Niger, détenant, à travers sa holding, ABI, 69,51% des droits de vote de la BIA-Niger. ABI, dont l'un des objectifs dans le cadre de sa valeur de proximité est de contribuer efficacement à la mobilisation de l'épargne et à son utilisation au profit du développement de la région où elle est collectée, a conforté son positionnement en tant qu'institution financière de référence, accompagnant la croissance des économies dans lesquelles le groupe BCP opère. Via ses différentes filiales, la holding du groupe a, d'une part, collecté auprès de la clientèle en 2017, des dépôts en hausse de +14% portant l'encours à 1 841 milliards de FCFA et, d'autre part, accordé à la clientèle des pays de la région pour 1 783 milliards de FCFA de crédits soit une hausse +25%.

Le Produit net bancaire (PNB) a progressé de 17% (contre 5% en 2016) pour atteindre 141 milliards au 31 Décembre 2017. Une performance impulsée par le dynamisme de l'activité d'intermédiation (+17%) et une belle progression de la marge sur commissions (+8%). Le résultat net part du groupe ressort à 22,50 milliards de FCFA contre 10,43 milliards de FCFA en 2016, enregistrant une progression de 116% sur la période.

Le résultat net consolidé du groupe s'établit lui à 26,45 milliards de FCFA, en hausse de 125% (contre 11,76 milliards de FCFA l'année précédente) sur la période. Il est la résultante de la conjugaison de trois performances :

- la bonne tenue du Produit Net Bancaire (PNB)
- une bonne maîtrise des charges générales d'exploitation (malgré le développement du réseau d'agences, des effectifs et de l'activité) ;
- une amélioration significative du coût du risque qui, en 2017, enregistre une baisse de -38%.

ASSURANCES

PRODUIT NET D'ASSURANCE	9,7 MILLIARDS DE FCFA	+26%
RÉSULTAT NET	2,2 MILLIARDS DE FCFA	+133% en variation

Au niveau des Assurances, la holding du groupe a réalisé de bons résultats à travers ses quatre compagnies en Côte d'Ivoire et au Togo, dans les branches Vie et non-Vie, soit un Produit Net d'Assurance et un Résultat Net respectivement en progression de 26% et 133%. Ces résultats, fruits de l'excellence opérationnelle s'expliquent surtout par la maîtrise de la sinistralité et la diversification de l'offre de Produits.



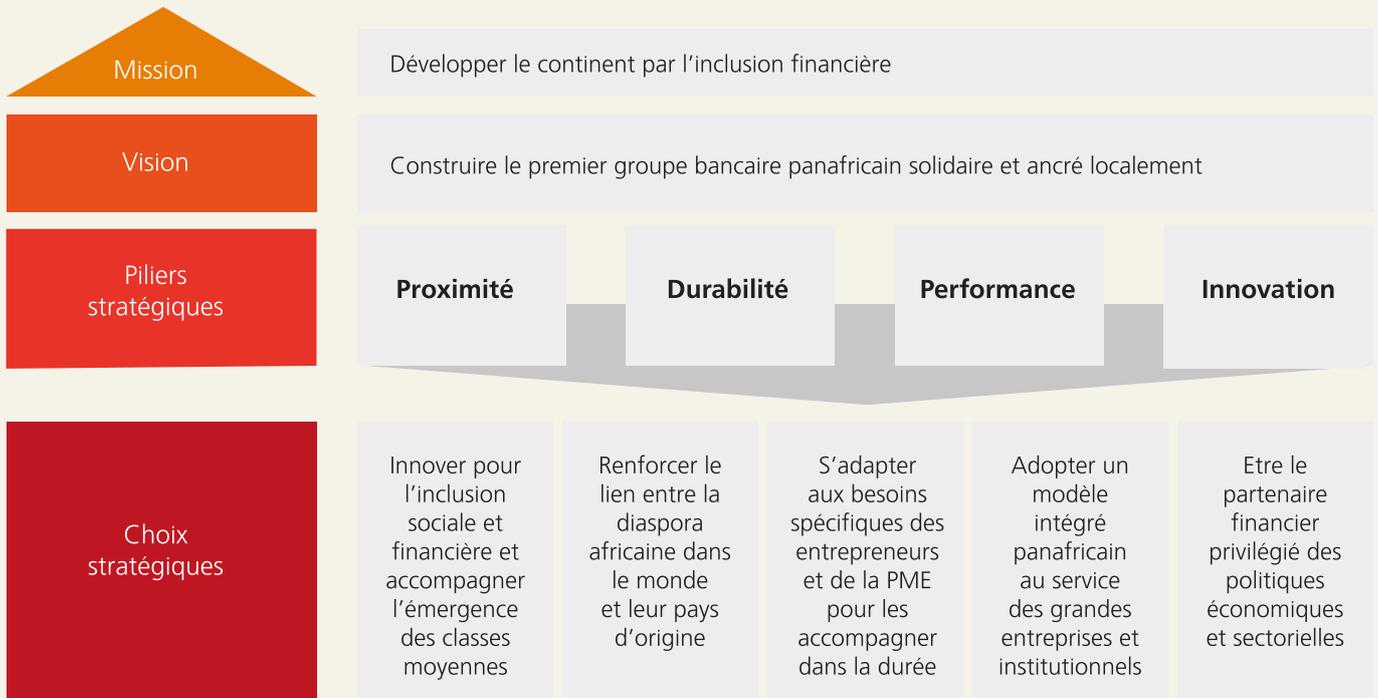
STRATÉGIE DU GROUPE

UNE VISION STRATEGIQUE DE L'INTERNATIONAL REVISITEE

Le groupe Banque Centrale Populaire a défini en 2017 une nouvelle vision stratégique pour l'international, fruit d'une mobilisation des hauts cadres au Maroc et dans les filiales africaines. Cette vision, qui intègre à la fois l'ADN du groupe et les besoins des marchés ciblés, a permis d'aboutir à une nouvelle mission, celle de construire le premier groupe bancaire panafricain, solidaire et ancré localement.

Cinq choix stratégiques majeurs en ont découlé, autour desquels la Banque de l'International a bâti son programme de transformation qui s'inscrit dans le cadre du plan « **Elan 2020** ». Ces choix ont à leur tour été traduits en une cinquantaine de projets s'étalant sur la période 2017-2020, dont une trentaine a été entamée en 2017.

Ce programme, dont le coup d'envoi a été donné le 6 juin 2017 à Abidjan en présence du top management de la BCP, d'ABI et d'AMIFA, constitue un élément de mobilisation majeur des centaines de collaborateurs fortement engagés pour sa réalisation.



Réunion de kick-off du 06 juin 2017



ACTIVITÉ DU GROUPE





ACTIVITE DU GROUPE

Acteur financier clé en Afrique de l'Ouest, ABI tire parti du succès du modèle de banque universelle et multi-métier développé par la BCP au Maroc pour décliner son savoir-faire à partir d'une offre diversifiée, innovante, compétitive et adaptée aux spécificités de chaque marché. Dans un contexte dominé par les mutations de la réglementation, une exigence accrue de fonds propres, l'explosion du numérique et l'évolution des besoins de la clientèle, la holding du groupe BCP a accru son niveau de financement des projets d'envergure de développement infrastructurels, industriels, de services et de l'économie réelle.

Sous l'impulsion du groupe, ABI a davantage affermi son positionnement d'acteur décisif du financement des PME en proposant, des solutions puissantes, compétitives et innovantes pour accompagner cette clientèle. Elle a en parallèle poursuivi ses actions visant à faciliter l'accès des femmes au crédit bancaire, à travers la mise en place d'un fonds et le soutien à des organisations engagées. ABI a mis en œuvre plusieurs actions visant l'amélioration des performances de l'activité de la Banque de Détails au service des Particuliers, Professionnels et TPE, renforcé ou concrétisé des initiatives dans le cadre des partenariats banques/Télcos.

Les 4 compagnies d'assurances, filiales d'ABI, ont continué à proposer des garanties de Biens et de Responsabilité en Assurance de Personnes ou en Assurance Vie, répondant aux besoins différenciés des Particuliers, Professionnels et Entreprises en Côte d'Ivoire et au Togo. Ainsi, chacune a renforcé son positionnement en augmentant sa part de marché localement.

BANQUE DE FINANCEMENT

FINANCEMENT DE PROJETS STRUCTURANTS A FORT IMPACT SOCIAL

Partenaire financier privilégié des politiques économiques et sectorielles, la holding du groupe a renforcé sa contribution au financement de l'économie en accompagnant des projets structurants à fort impact social. Ainsi, le groupe a accordé des prêts directs, d'une part, à des Sociétés publiques pour des projets de développement de zones industrielles, d'infrastructures routières, d'électrification villageoise, d'installations portuaires et aéroportuaires, dans le tourisme etc. Et d'autre part, à des Entreprises privées, adjudicataires de marchés d'Etat notamment dans les domaines du transport lagunaire (Côte d'Ivoire), construction et/ou réhabilitation de routes (zone Uemoa), phase d'étude de projet de train urbain (Côte d'Ivoire), construction d'infrastructures scolaires (zone Uemoa).

En 2017, le groupe a consolidé via sa filiale Atlantique Finance, son positionnement en tant qu'acteur de référence sur le marché financier régional. En témoigne les bons résultats en matière de transactions et de valorisation de portefeuille et l'obtention de plusieurs mandats de co-arrangement et de structuration de projets exécutés dans une logique de cross-selling et de synergie avec d'autres filiales du groupe.

Le groupe a originé, conseillé et financé en Côte d'Ivoire et dans l'espace UEMOA via sa SGI, plusieurs opérations d'investissement, notamment la recherche de financement pour les travaux de bitumage et de réhabilitation des routes pour un montant d'environ 300 milliards de FCFA.

Le groupe a aussi financé de grandes Entreprises opérant dans les secteurs de l'industrie, l'agriculture, les BTP, le commerce, la distribution, les transports et les services. Son portefeuille d'encours aux entreprises a franchi la barre

symbolique des 2 000 milliards de FCFA en 2017.



Le groupe a affermi son positionnement d'acteur majeur du financement des Entreprises afin de répondre efficacement aux attentes des Entrepreneurs et de la PME. A fin 2017, l'encours des crédits aux PME s'est établi à 200 milliards de FCFA.

Le groupe a poursuivi ses actions visant à faciliter l'accès des femmes chefs d'entreprise, y compris de start-up, au crédit bancaire. Une ligne de crédit d'un montant global de 5 milliards de FCFA destinée exclusivement au financement des PME dirigées par des femmes a été ouverte en Côte d'Ivoire. Une initiative que le groupe entend dupliquer dans tous les pays de la zone à l'effet de booster l'entrepreneuriat féminin.



RETAIL BANKING

AMELIORATION DE LA PERFORMANCE DE L'ACTIVITE BANQUE DE DETAIL

Conformément à sa stratégie de transformation déclinée du Plan Elan 2020, ABI a entrepris en 2017, plusieurs actions visant l'amélioration de la contribution du Retail banking aux performances du groupe. La nouvelle politique mise en œuvre et sa déclinaison en projets opérationnels de développement de la Banque de Détail, couvrent l'ensemble des leviers sur la période du plan et se traduit au niveau des résultats par une forte progression des indicateurs clés :

- le PNB s'est apprécié de 30% s'établissant à 30 milliards de FCFA avec une contribution de 21% au PNB généré par le groupe ;
- les emplois en faveur de la clientèle retail ont évolué de 27%, renforçant le positionnement du groupe sur ce marché ;
- la collecte des dépôts s'est accrue de 8%, situant ainsi les ressources Retail à 710 milliards FCFA dans un contexte marqué par une forte tension sur les ressources ;
- le portefeuille clientèle Retail du groupe a progressé de 13%, avec pour corollaire une croissance du taux d'équipement.

L'année a également été marquée par une évolution significative dans l'équipement clientèle. Le volume de vente des cartes monétiques a augmenté de 20% avec plus de 96 000 cartes distribuées ; celui des produits packagés de 39% avec 26 800 packs placés. Quant aux réalisations relatives aux offres de Banque en Ligne, elles progressent de 38% soit 78 800 contrats vendus.

Ces résultats reflètent la pertinence des actions adoptées en matière de pilotage de la performance à tous les niveaux du groupe pour en garantir l'alignement avec les orientations budgétaires. Ainsi, le déploiement de la Business Intelligence dans l'ensemble des filiales a facilité l'accès aux données de gestion et permis de recentrer l'action des acteurs de la filière sur leur mission de développement commercial.

En outre, la refonte des structures organiques des fonctions en charge du marché retail dans les filiales a permis d'assurer un spectre homogène tenant compte de l'ensemble des périmètres couverts et des projections de développement escomptées sur les années à venir. Dans le cadre du programme de transformation et en vue d'automatisation et de fiabilisation du processus d'instruction de dossiers de Crédit, le groupe a lancé le projet de reengineering des crédits aux particuliers.

Ce lancement a abouti à la mise en place d'une nouvelle organisation basée sur des processus optimisés et l'adoption d'un outil work-flow pour l'instruction des dossiers de crédits. Pour accompagner la transformation du Retail, ABI a poursuivi le développement des actions de cross selling intra-groupe, objectif stratégique visant à mettre les structures de distribution au service des entités disposant d'une offre de valeur pour une clientèle commune. Quatre filiales du groupe de la marque Banque Atlantique au Burkina Faso, au Mali, au Sénégal et au Niger ont ainsi signé à la suite de la Côte d'Ivoire, des conventions de commercialisation des comptes de titres et des Fonds Communs de Placement avec Atlantic Asset Management (AAM) et Atlantique Finance (AFIN) pour la distribution desdits produits dans leur réseau.



Par ailleurs, le groupe, à travers les différentes initiatives concrétisées avec les opérateurs télécoms de la région, est devenu l'acteur bancaire de référence en matière de solutions digitales commercialisées dans le cadre des partenariats Banques/Télcôs. Après un lancement réussi des services tels que le Bank to Wallet et le Cardless, au sein du réseau bancaires de Côte d'Ivoire, du Mali et du Sénégal, le groupe a mis en place un partenariat stratégique avec le premier opérateur de Téléphonie Mobile de la région. Il porte sur la mise en marché du service de transfert international via mobile (IRT) dans l'optique de déployer ce service dans le courant de l'année 2018.

POSITIONNEMENT SUR LE MARCHÉ DES ASSURANCES

DYNAMIQUE COMMERCIALE ET STRATEGIE MULTICANAL

La holding du groupe a réalisé de bons résultats à travers ses quatre compagnies en Côte d'Ivoire et au Togo, dans les branches Vie et non-Vie, soit un Produit Net d'Assurance et un Résultat Net respectivement en progression de 26% et 133%.

Ces résultats, fruits de l'excellence opérationnelle s'expliquent surtout par la maîtrise de la sinistralité et la diversification de l'offre de Produits notamment la bonne tenue de l'activité Bancassurance qui a connu son premier élan grâce au développement de synergies Banques et Assurances. Ils traduisent également une dynamique commerciale bien engagée à l'endroit des différentes catégories de clientèle.

La stratégie de distribution multicanal adoptée repose sur un réseau faisant intervenir agents et courtiers en Assurances ainsi que réseau bancassurance pour mieux répondre aux attentes des clients Particuliers et Entreprises.



BANQUE ATLANTIQUE
FAITE POUR VOUS

SOUSCRIVEZ À
"MaRetraite"
POUR UNE RETRAITE
PLUS ÉPANOUIE

PREPAREZ AUJOURD'HUI
VOTRE VIE DE DEMAIN

www.banqueatlantique.net

The advertisement features a woman in a purple blazer sitting at a desk with a coffee cup, looking thoughtful. A thought bubble above her shows a family in a house. The text promotes the 'MaRetraite' pension plan, encouraging people to prepare for their future. The Banque Atlantique logo and slogan are in the top right, and the website URL is at the bottom right.



BANQUES

BANQUE ATLANTIQUE BENIN

Une solidité financière renforcée

Banque Atlantique Bénin enregistre en 2017 une hausse de 11% du total bilan et de 7% des emplois. Quant aux ressources clientèle, elles connaissent une progression de 10%. Banque Atlantique Bénin occupe, en 2017, la 5e et la 4e position de place en ce qui concerne les ressources et les emplois avec, respectivement, 8,7% et 13,7% de parts de marché.

Partenaire de tous les acteurs locaux, Banque Atlantique Bénin a participé, au cours de l'année 2017, au financement de divers projets d'infrastructures de l'Etat, notamment dans le secteur des BTP et dans le cadre d'un programme de recensement biométrique à hauteur 50 milliards de FCFA et 9 milliards de FCFA.

La banque apporte aussi son soutien à des actions sociales, qu'il s'agisse d'inclusion bancaire ou de mécénat. Ainsi, afin de réitérer son engagement à l'égard du corps médical et des populations, Banque Atlantique Bénin a remis un don important de lot de matériel médical au Centre national hospitalier et universitaire Hubert Koutoukou Maga de Cotonou.

BANQUE ATLANTIQUE BURKINA FASO

BABF consolide sa position dans le financement de l'économie locale

En 2017, Banque Atlantique Burkina Faso (BABF) a consolidé sa position en tant que 6e acteur en ressources et 5e en emplois, dans un contexte de reprise de l'activité économique jalonnée par des crises de liquidité. Très engagée aux côtés de tous les acteurs du pays, Banque Atlantique Burkina Faso a maintenu un niveau d'emplois clientèle élevé, en hausse de 23,3% avec 236 090 millions de FCFA de crédits distribués. La collecte de ressources clientèle a atteint 274 205 millions de FCFA, elles sont en hausse de 21%. En parallèle, Banque Atlantique Burkina Faso a recruté plus de 12 000 nouveaux clients, ce qui représente une évolution de 14% et reflète une bonne dynamique commerciale.

Ainsi, l'ensemble des résultats financiers ont affiché une belle performance. Le produit net bancaire a progressé de 20%, entraînant une amélioration du résultat brut d'exploitation en hausse de 47%. Le résultat net affecté a évolué de 30% par rapport à 2016. Acteur incontournable du financement de l'économie locale, BABF a renouvelé sa participation au pool bancaire constitué pour financer la filière coton du Burkina Faso. Elle a aussi accompagné la Société nationale d'aménagement des terres et de l'équipement rural (SAONATER) dans le cadre de l'acquisition d'équipements de production à prix subventionnés par l'Etat burkinabè, au profit de producteurs agricoles. En 2017, Banque Atlantique Burkina Faso a équipé la commune de Gaoua de matériel d'assainissement afin de soutenir la politique locale de lutte contre l'insalubrité et contribuer ainsi à la préservation de la santé publique.



BANQUE ATLANTIQUE COTE D'IVOIRE

BACI affiche de belles performances

En 2017, Banque Atlantique Côte d'Ivoire (BACI) a affiché des résultats en nette hausse, ce qui lui a permis de consolider sa position en tant que 2^e banque du pays et de confirmer la solidité de son modèle de banque universelle. La politique commerciale engagée se reflète dans la croissance soutenue des résultats de la banque. Les emplois et les ressources ont progressé respectivement de 25% et 7%, le produit net bancaire a cru de 20% et le résultat net a affiché une hausse de 24% par rapport à 2016.

Acteur financier incontournable en Côte d'Ivoire, BACI est fortement investie dans la transformation économique du pays à travers le financement des grands projets d'infrastructures et de développement, l'accompagnement des grandes entreprises et des PME, la collecte de l'épargne et la distribution de crédits aux particuliers. En 2017, la banque a poursuivi son action dans le cadre de la mise à profit de synergies groupe afin de proposer sur son marché des solutions compétitives et innovantes.

S'inscrivant pleinement dans la dynamique de développement du pays, BACI a réaffirmé son engagement à accompagner les PME à travers plusieurs projets de financement. Elle a confirmé en 2017 la mobilisation d'une enveloppe de nouveaux crédits d'un montant de plus de 50 milliards de FCFA, mis à la disposition des PME de Côte d'Ivoire, se classant ainsi parmi les principaux financeurs de ce secteur de l'économie.

Au-delà, BACI a réitéré plusieurs engagements forts à soutenir la croissance des entreprises, notamment les projets sociaux visant à renforcer le soutien aux « jeunes porteurs de projets » et à poursuivre l'octroi de financements aux femmes entrepreneures. A cet effet, des conventions ont été signées avec l'Etat via le ministère du Commerce, de l'Artisanat et de la Promotion des PME. La banque a par ailleurs poursuivi sa politique volontariste de bancarisation des populations.

En 2017, BACI a lancé plusieurs nouvelles offres dans une logique d'innovation et en phase avec les attentes de ses clients.

Outre son intervention régulière dans les projets sociaux visant la promotion de l'entrepreneuriat, la banque a également investi en 2017 l'axe de la santé en s'impliquant dans la lutte contre le cancer, un enjeu majeur de santé publique. Son soutien au ministère de la Santé du pays a porté sur le financement des actions de sensibilisation, de suivi et de dépistage des cancers à travers l'équipement de deux centres de traitement des lésions précancéreuses larges et le renforcement des capacités de 50 médecins intervenant sur ces sites, en vue du dépistage des cancers du sein et du col de l'utérus constituant respectivement 34% et 31% des cas de cancers en Côte d'Ivoire.

SUCCURSALE BANQUE ATLANTIQUE GUINEE BISSAU

Premier exercice concluant

Figurant parmi les deux dernières implantations du groupe BCP dans l'espace UEMOA, Banque Atlantique Guinée Bissau (BAGB) a débuté ses activités en octobre 2016. Ses performances ont été appréciables sur l'ensemble de ses activités après ce premier exercice. Banque Atlantique Guinée Bissau a distribué en 2017 plus de 300 millions de FCFA de crédits, collecté 7 936 millions de FCFA de ressources et réalisé un PNB de 1 784 millions de FCFA. Le Résultat net ressort, pour sa part, à 420 millions de FCFA.

En un an de présence dans le pays, la banque s'est positionnée comme un acteur incontournable du marché aussi bien auprès de la clientèle des particuliers, des entreprises que des investisseurs institutionnels participant à d'importantes opérations de financement. Ainsi, elle a accompagné l'État bissau-guinéen dans une mission obligatoire à hauteur de 7 milliards de FCFA et dans le cadre de la mise en place d'une ligne de crédit.

L'année 2017 a été marquée par le lancement sur le marché local de plusieurs offres, dont cash management qui s'articule autour des produits « Anet v2 », « Efacture », « cash pick ». BAGB a aussi initié une campagne commerciale sur le crédit moyen terme avec pour objectif d'augmenter sa part de marché.

En ligne avec la vocation du groupe, BAGB est engagée dans le développement local, mettant ainsi la solidarité au cœur de ses préoccupations. Elle a, en ce sens, apporté son soutien à l'orphelinat de Ninho de Criança de Penha à Bissau sous forme financière et de don en nature afin d'améliorer les conditions de vie des enfants.



BANQUE ATLANTIQUE MALI

Maintien de la dynamique commerciale

Banque Atlantique Mali (BAML) a maintenu une bonne dynamique commerciale dans un contexte socio-économique difficile. Les crédits à la clientèle ont progressé de 21% et le PNB de 11%. L'année 2017 a été marquée par différentes actions commerciales dont le financement d'opérateurs de téléphonie mobile à hauteur 100 milliards de FCFA, l'accompagnement de l'État pour le financement du voyage de pèlerins dans la cadre du Hajj 2017 pour un montant total de 2 200 millions FCFA, ainsi que le financement d'acteurs du secteur agro-industriel.

En 2017, BAML a accompagné la bancarisation des populations en les soutenant dans leurs projets divers à travers des offres commerciales ou de partenariat. Elle a lancé notamment le produit cash management, une solution pratique et innovante d'optimisation de la gestion de trésorerie, et ACS for corporate, qui est un dispositif digital permettant aux clients d'assurer la compensation des remises de chèques. En outre, BAML a lancé en 2017 l'offre « 8 Mars », un package destiné aux femmes afin de leur faciliter l'accès aux financements. Elle a également mis en place des crédits promoteurs de programmes de logements sociaux en faveur des ménages économiquement faibles.

Dans le cadre de sa contribution au développement du Mali, BAML a participé à la 1ère édition du Forum Invest In Mali, témoignant ainsi de son engagement à accompagner la dynamique économique du pays par le financement de projets structurants et innovants.

Consciente du caractère important de la solidarité et de son impact dans l'amélioration des conditions de vie des populations, la banque a apporté son soutien à l'Association malienne de lutte contre le diabète dans le cadre d'une campagne de dépistage qui a concerné plus de 2 000 personnes issues de milieux sociaux défavorisés. Au terme de cette campagne, un important don a été remis au centre diabétique du Mali au profit de malades en situation de précarité.



BANQUE ATLANTIQUE NIGER

De belles performances sur l'ensemble des indicateurs clés

Banque Atlantique Niger (BANE) a réalisé en 2017 de bonnes performances sur l'ensemble des indicateurs clés avec un résultat net affichant une croissance de 13%.

La banque a fait preuve d'une très bonne dynamique commerciale dans le cadre d'une politique volontariste d'augmentation de parts de marché, illustrée par une forte progression du volume de crédits, en hausse de 30%. Cela a permis à BANE de passer de la 4e à la 3e place en ce qui concerne les emplois et de compter parmi les banques les plus dynamiques du Niger avec une part de marché de 14%. Acteur financier de référence du Niger, BANE poursuit son engagement auprès des clients particuliers, entreprises et investisseurs nationaux avec l'ambition d'accompagner le développement économique et social du pays. Soutenue par une activité commerciale dynamique, le nombre de nouveaux clients est en hausse de 16%.

En 2017, Banque Atlantique a signé une convention portant sur le financement et l'équipement d'un bâtiment à l'Hôpital National de Niamey suivie de la pose la première pierre.

BIA-NIGER

Dans le top 5 des banques les plus importantes du pays

BIA-Niger a intégré le groupe BCP au mois de juillet 2017. Elle affiche à la fin de l'exercice 2017 des résultats satisfaisants. Elle occupe la 4^e place du marché en ce qui concerne les ressources avec une part de marché de 15% et le 6^e rang en matière d'emplois avec 8,9% de part de marché. La banque se maintient dans le peloton des cinq banques qui contrôlent environ 75 % du marché nigérien.

BIA-Niger a participé en 2017 au financement de plusieurs projets structurants au niveau national, tels que le financement de projets de développement d'infrastructures pour un montant global de 37 milliards de FCFA et d'assainissement à hauteur de 2 milliards de FCFA.

La banque poursuit ses opérations de mise à niveau suite à son arrimage à ABI. Une conduite du changement qui passe notamment par l'adoption des pratiques du groupe BCP en matière d'organisation, de procédures et de service client.

BANQUE ATLANTIQUE SENEGAL

L'activité commerciale bien orientée

Banque Atlantique Sénégal (BASN) a enregistré en 2017 une activité commerciale bien orientée, se traduisant par des résultats satisfaisants. En matière de dépôts, la banque concentre 4,5% de part de marché, et 5,7% en ce qui concerne les emplois. En 2017, BASN a consolidé sa démarche d'accompagnement et de soutien au développement socioéconomique du pays. Sous l'impulsion du groupe BCP, la banque a participé à plusieurs opérations de financement de projets dans différents secteurs structurants de l'économie, inscrits dans le Plan « Sénégal Emergent » : projets de train rapide pour 15 milliards de FCFA, Fonds d'entretien routier (25 milliards pour FCFA), financement trade (16 milliards) en faveur de la Compagnie sucrière sénégalaise (CSS).

La banque a aussi participé à une opération de syndication d'envergure pour la construction de 3 sphères ministérielles dans la nouvelle ville de Diamniadio située à 30 km au sud-ouest de Dakar. En 2017, Banque Atlantique Sénégal a soutenu un projet basé sur les énergies renouvelables pour l'électrification de 5 écoles élémentaires.

BANQUE ATLANTIQUE TOGO

Poursuite de la dynamique de croissance

Banque Atlantique Togo (BATG) poursuit sa dynamique de croissance en consolidant sa position sur tous les segments de clientèle : elle est 4^e sur le plan du total bilan avec une part de marché de 10%, 4^e également en ce qui concerne les emplois pour une part de marché de 10,3%.

En 2017, BATG a concrétisé plusieurs projets de financement en participant notamment à des opérations de syndication à l'échelle du groupe. Les plus importantes interventions ont été réalisées dans le cadre de l'appui aux Etats et pour le compte de grandes entreprises locales et régionales.

Au Togo, Banque Atlantique a procédé à une signature de convention en vue d'apporter son soutien au financement des travaux de réhabilitation d'une salle d'observation du centre de santé « Polyclinique Gakpodji ».





BPMG

Un acteur incontournable du marché Guinéen

Avec une évolution du volume de ressources collectées de plus de 48% et de crédits distribués de 38%, la Banque Populaire Maroc-Guinéenne (BPMG) a consolidé en 2017 sa position d'acteur financier incontournable du marché guinéen.

Son activité au cours de l'exercice 2017 a été marquée par plusieurs réalisations importantes dans les secteurs clés de l'économie du pays. Elle a ainsi financé des projets dans divers domaines : le transport pour 4,6 millions USD, le logement pour 1,1 million USD, l'industrie manufacturière pour 6,1 millions USD, l'agro-alimentaire à travers l'extension d'une usine de minoterie pour 10,5 millions USD, ainsi que dans le secteur des produits pétroliers pour un montant de 54,6 millions USD.

Sous l'impulsion du groupe BCP, la Banque Populaire Maroc-Guinéenne a lancé son plan stratégique 2018-2020 visant à déployer les meilleures pratiques du groupe en matière de process et d'organisation commerciale.

BPMC

Un fort ancrage et de belles performances

La Banque Populaire Maroc-Centrafricaine est l'une des deux premières implantations du groupe en Afrique subsaharienne. Forte de son ancrage local, la banque poursuit son développement en réalisant en 2017 de bonnes performances sur son marché. En nette progression, ses activités de collecte de ressources et de distribution de crédits ont enregistré respectivement une hausse de 14% et 11% par rapport à 2016.

La BPMC a consolidé son positionnement de partenaire des entreprises en participant au financement de divers projets locaux dans les secteurs de l'hydrocarbure à hauteur de 11 milliards FCFA et de l'agro-alimentaire (palmeraie/huilerie) à hauteur de 2,5 milliards FCFA. En outre, elle a continué à mobiliser ses efforts auprès des États en souscrivant notamment au bon émis par le Trésor gabonais pour 1 milliard.

L'année 2017 a été également marquée par une augmentation importante du capital de la BPMC. Celui-ci est en effet passé de 10 milliards à 15 milliards FCFA.

CORPORATE BANKING ET GESTION D'ACTIFS

ATLANTIQUE FINANCE

Position consolidée sur le marché

En 2017, Atlantique Finance a maintenu son positionnement et demeure un acteur de référence sur le marché financier régional. Cela s'est traduit par de bons résultats en matière de transactions et de valorisation de portefeuille.

En outre, Atlantique Finance a remporté plusieurs mandats de co-arrangeur et de structuration de projets exécutés dans une logique de cross-selling et de synergie avec les autres filiales du groupe.

Au titre de la valeur des transactions (activité de courtage), la SGI a réalisé un montant total, tous types de transactions confondus, de 17 093 millions de FCFA au 31 décembre 2017 sur un montant total de 536 238 millions de FCFA, se positionnant ainsi à la 12e place sur les 29 SGI ayant opéré sur le marché secondaire durant la période sous revue.

La valorisation du portefeuille d'Atlantique Finance au 31 décembre 2017 est de 493 milliards de FCFA contre 395 milliards de FCFA au 31 décembre 2016, soit la 4e valorisation des 37 teneurs de compte de l'UEMOA.

Au cours de l'année 2017, Atlantique Finance a confirmé sa position d'acteur financier clé du marché financier régional dans le cadre de la structuration et l'arrangement de diverses opérations :

- **co-arrangeur et co-chef de file du syndicat de placement** de l'émission obligataire par appel public à l'épargne de l'État du Bénin dénommé « TPBJ 6.5% 2017-2024 » pour un montant de 171 milliards de FCFA mobilisé ;
- **co-chef de file du syndicat de placement** de l'émission obligataire par appel public à l'épargne de l'Etat de Côte d'Ivoire dénommé « TPCI 5.95% 2017-2024 » pour un montant de 153 milliards de FCFA mobilisé ;
- **co-chef de file du syndicat de placement** de l'émission obligataire par appel public à l'épargne de l'Etat du Burkina Faso dénommé « TPBF 6.5% 2017-2027 » pour un montant de 75 milliards de FCFA.

Atlantique Finance est intervenue également dans le cadre du placement du billet de trésorerie Oragroup SA pour un montant de 18 milliards de FCFA recherché ; au placement de l'émission obligataire de l'Etat du Mali dénommé « TPML 6,5% 2017-2024 » pour un montant recherché de 100 milliards de FCFA et au placement des introductions en bourse des sociétés Nsia Banque et Ecobank Côte d'Ivoire.

En 2017, Atlantique Finance a originé, conseillé et financé en Côte d'Ivoire et dans l'espace UEMOA plusieurs opérations d'investissement, notamment la recherche de financement pour les travaux de bitumage et de réhabilitation des routes Abidjan-Divo-Lakota pour un montant de 120 milliards de FCFA, recherche de financement pour la réalisation des travaux de réhabilitation de la route Dassa-Salavou-Djougou Etat de Bénin-Ebomaf pour un montant de 50 milliards de FCFA, recherche de financement pour les travaux de bitumage et de réhabilitation des routes Yamoussoukro-Daloa pour un montant de 92 milliards de FCFA.





ATLANTIC ASSET MANAGEMENT

Le FCP « Atlantique Sécurité » réalise son ambition de performance

L'année 2017 a été marquée par le lancement officiel du Fonds commun de placement dénommé « FCP Atlantique Sécurité », une solution de placement sur le marché financier. Le nouveau positionnement du produit vise à en faire une offre grand public commercialisée dans le réseau Banque Atlantique en Côte d'Ivoire et dans le reste de la zone UEMOA.

Le FCP « Atlantique Sécurité », le fonds obligataire long terme a réalisé en 2017 une performance de 5,10 % et a surtout réussi à accomplir son ambition de performance fixée à 5% l'an. L'actif sous gestion est de 20,1 milliards de FCFA.

Le fonds diversifié dénommé « Atlantique Croissance » a enregistré une baisse de 7,48% de sa valeur liquidative par rapport à fin décembre 2016, liée au recul du marché accentué dans le second semestre de l'année 2017. Pour autant, avec un actif évalué à plus de 18,5 milliards de FCFA à fin décembre 2017, le FCP Atlantique Croissance compte parmi les fonds les plus résilients de la place.



ASSURANCES

ATLANTIQUE ASSURANCES (COTE D'IVOIRE)

En 2017, Atlantique Assurances a maintenu sa position de challenger sur un marché très dynamique du fait de l'arrivée régulière de nouveaux acteurs.

Portée par l'entrée en activité de 4 nouvelles agences et la création du service maritime et transport, Atlantique Assurances a réalisé des résultats en ligne avec ses objectifs en générant un chiffre d'affaires en hausse de 13%. Le résultat technique a progressé de 19,9%, le résultat net est sorti bénéficiaire et le résultat d'exploitation a évolué de 78,4%.

Reconnue pour la qualité de ses offres et son engagement renforcé auprès des clients, Atlantique Assurances propose une gamme complète de produits d'assurance automobile, d'habitation, de dommages et biens et responsabilité civile destinés aux particuliers et aux entreprises.

En 2017, Atlantique Assurances a implanté une nouvelle « agence directe » dans le quartier des affaires d'Abidjan. Cela témoigne de l'investissement croissant de la compagnie sur le terrain du développement du pays et marque la volonté d'AACI d'apporter à sa clientèle un service de qualité dans un environnement accessible, alliant à la fois confort et modernité.

Atlantique Assurances a également procédé au lancement d'une offre « ASSIST'AUTO PLUS », un contrat par lequel la compagnie s'engage à fournir des prestations d'assistance sous forme d'aide matérielle et logistique en cas d'accident ou de panne immobilisant le véhicule. Atlantique Assurances innove ainsi en proposant des garanties performantes et inédites sur son marché comme l'aide au constat en cas d'accident, le remorquage et la mise à disposition d'un véhicule de remplacement.

ATLANTIQUE ASSURANCES VIE (COTE D'IVOIRE)

Atlantique Assurance Vie (AAVIE) occupe en 2017 la 7e place en ce qui concerne le chiffre d'affaires avec des placements et provisions techniques qui représentent 3% des parts de marché.

AAVIE a montré en 2017 une bonne dynamique de progression. Son chiffre d'affaires a connu une nette hausse et ses placements ont évolué de 23%.

En 2017, AAVIE a multiplié les synergies avec Banque Atlantique et renforcé sa collaboration avec la filiale bancaire du groupe visant à booster son activité commerciale. Ainsi, la compagnie a-t-elle positionné dans le top des ventes ses produits de bancassurance « Atlantique Emprunteur » et « Ma Retraite » commercialisés à travers le réseau Banque Atlantique.

GTAC2A-IARDT (TOGO)

Dans un contexte peu favorable et confronté à une concurrence active, GTAC2A-IARDT a réalisé des résultats satisfaisants qui lui ont permis de conserver son rang de 4e compagnie d'assurance non vie du marché togolais, une place qu'elle occupe depuis 2014.

L'inflexion du modèle économique vers la rentabilité amorcée par GTAC2A-IARDT a permis à la compagnie d'enregistrer, en 2017, plus de 1 000 nouveaux clients, portant ainsi le nombre de contrats à 14 141.

Son chiffre d'affaires en hausse est passé à 5 058 millions de FCFA contre 4 188 en 2016. Son résultat net en 2017 s'établit à 290 millions de FCFA.



GTAC2A-VIE (TOGO)

GTAC2A-VIE est le leader en assurance vie au Togo. GTAC2A-VIE a enregistré en 2017 des résultats satisfaisants en dépit de l'arrivée de nouveaux acteurs sur le marché.

La compagnie a affiché en 2017 un résultat d'exploitation de 1 250 millions de FCFA, en progression de 2,3% par rapport à l'année précédente ; des provisions techniques en hausse de plus de 9% et des placements de 9,30%, soit 33 366 millions de FCFA.

GTAC2A-Vie concentre ses moyens et activités pour accompagner au mieux et satisfaire les besoins de protection d'épargne patrimoniale et de retraite de ses clients particuliers et entreprises. En 2017, la compagnie et son directeur général ont reçu le Prix d'excellence de « meilleure entreprise régionale » et « meilleur manager de l'année », décernés par le comité Socrates de l'organisme britannique Europe Business Assembly.



GOUVERNANCE
D'ENTREPRISE





GOVERNANCE D'ENTREPRISE

La gouvernance de la holding Atlantic Business International s'articule autour de 4 instances Principales, le Conseil d'Administration, le Comité d'Audit et des risques le Comité de Nomination et de Rémunération, le Comité de Direction.

ABI a entamé un vaste chantier de refonte du dispositif de gouvernance du groupe avec pour objectif la structuration d'un nouveau dispositif en ligne avec les dispositions légales et réglementaires et avec les bonnes pratiques de gouvernance.

Ce chantier aura nécessairement un impact en termes de composition et de fonctionnement du Conseil d'Administration et de ses comités.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Composé de 9 membres, le Conseil d'Administration détermine les orientations stratégiques du groupe, veille à leur mise en œuvre et à leur contrôle. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche du groupe et règle par ses délibérations les affaires qui le concernent.

ADMINISTRATEUR	FONCTION
M. KONE Dossongui	Président du Conseil d'Administration Atlantic Financial Group
M. Mohamed BENCHABOUN	Administrateur groupe Banque Centrale Populaire
M. Mohamed Karim MOUNIR	Administrateur groupe Banque Centrale Populaire
M. Kamal Mohammed MOKDAD	Administrateur groupe Banque Centrale Populaire
M. Laïdi EL WARDI	Administrateur groupe Banque Centrale Populaire
M. ZINE Mohamed	Administrateur groupe Banque Centrale Populaire
M. Georges WILSON	Administrateur CFI Financial
M. Sofiane LAHMAR	Administrateur ADP II Holding
M. Babacar KA	Administrateur ADP II Holding



LE COMITE D'AUDIT ET DES RISQUES

Le domaine de responsabilité du Comité d'Audit et des Comptes est fixé et approuvé par le Conseil d'Administration. Le Comité a pour mission d'assurer le suivi du processus d'élaboration de l'information financière, de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques du contrôle légal des comptes annuels et consolidés par les commissaires aux comptes et de l'indépendance des commissaires aux comptes.

Le Conseil d'Administration d'Atlantic Business International (ABI) désigne les membres du Comité d'Audit et des Risques et fixe la durée de leurs fonctions qui ne saurait excéder celle de leur mandat d'administrateur.

Le Comité se réunit au moins deux fois par an et chaque fois qu'il le juge nécessaire.

LE COMITE DE NOMINATION ET DE REMUNERATION

Le comité de Nomination et de Rémunération groupe est composé de quatre Administrateurs et présidé par un Administrateur pour le compte du groupe Banque Centrale Populaire. Il est chargé de formuler des propositions aux Conseils d'Administration concernant les nominations ; le niveau et les modalités de rémunération des Dirigeants et mandataires sociaux. Ses membres sont nommés par le Conseil d'Administration pour une durée fixée, sans que cette durée n'excède celle de leur mandat d'Administrateur.

LE COMITE DE DIRECTION

Le Comité de Direction est présidé par le Directeur Général. Le Comité de Direction est composé de la direction générale, des directeurs de pôles et de départements au sein de la holding.

Il a pour missions d'assurer la coordination et l'information des différents services des filiales, de suivre l'évolution des activités des filiales, d'assurer la gestion de toutes les affaires relatives au fonctionnement général des filiales et à leur développement, de suivre la mise en œuvre du plan stratégique, défini par le conseil.

La Direction Générale exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi et les statuts aux assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration.

L'organisation d'Atlantic Business International est structurée autour de plusieurs directions opérationnelles et fonctionnelles qui participent à la conduite et à la mise en œuvre de la stratégie en Afrique subsaharienne du groupe Banque Centrale Populaire.

Le groupe érige le principe de la concertation comme clé de voute du dispositif de gouvernance et de pilotage des filiales bancaires et filiales spécialisées.

Cette concertation se situe au niveau du groupe pour les enjeux transversaux entre les directions chargées du pilotage et chaque filiale pour leur suivi.

GESTION GLOBALE DES RISQUES





GESTION GLOBALE DES RISQUES

INTRODUCTION

L'environnement économique de la Zone UMOA a été marqué durant l'année 2017 par des mutations profondes tant sur le plan économique que réglementaire et a connu l'agrégation et la circularisation des dispositifs prudentiels Bâlois II et III et du plan comptable révisé de l'UMOA (PCB).

Dans ce contexte, la holding Atlantic Business International (ABI) a su s'adapter à cet environnement changeant et a transformé son dispositif de Gestion des Risques en mettant en place les moyens de s'assurer de la sécurisation de ses activités et la maîtrise de l'impact du coût net du risque auprès de l'ensemble de ses filiales. Elle a ainsi pris la décision de repositionner la gestion du risque comme une priorité de son plan stratégique de développement et ce à travers la

mise en place d'un processus de transformation touchant la gouvernance des risques en reprofilant l'organisation des Directions risques, l'institutionnalisation des comités de risques, le déploiement des activités de contrôle pour tous les risques majeurs auxquels fait face le groupe. Notons aussi, la montée en puissance des actions de recouvrement visant la réduction des pertes sur le portefeuille.

En 2017, la holding du groupe BCP a maintenu un niveau appréciable de couverture des risques en respect des dispositions en vigueur. Elle a mis aussi en place un comité de pilotage de la mise en conformité aux nouvelles règles prudentielles de la Banque Centrale.

STRUCTURE DE LA GOUVERNANCE

La structure de gouvernance de la holding du groupe ABI s'aligne sur les meilleures pratiques bancaires adoptées dans la zone de l'UMOA et tire parti de sa synergie avec sa maison mère le groupe BCP.

La gestion du risque s'organise autour de diverses fonctions assurées par des experts métiers qui ont à charge l'animation du dispositif de gestion des risques. La responsabilité du contrôle, de la mesure et de la supervision des risques est partagée entre les instances de gouvernance

(Conseil d'Administration et Comité d'Audit et des Risques) ; les instances de surveillance (Comité Gestion Globale des Risques), les autres fonctions dédiées au suivi des risques (risque de crédit, risque de marché, risque financier, risque de non-conformité, risque juridique, opérationnel, de réputation ...) ; et les instances du contrôle interne (inspection Générale, contrôle permanent et la fonction conformité).





PRINCIPALES REALISATIONS 2017

bancaires opérationnelles de ses filiales et s'assure de la gestion holistique des risques de crédit, des risques de marché, des risques opérationnels, des risques de liquidité, des risques juridiques, des risques de conformité, des risques stratégiques et de réputation.

En 2017, le pôle Gestion Globale des Risques a accompagné les filiales du groupe dans l'amélioration des dispositifs d'évaluation et de surveillance des risques et ce à travers :

- La mise en exploitation des outils d'aide à la décision notamment : Le système de notation des entreprises NDE, le scoring de la clientèle Retail (particuliers), et les états de reporting risques etc.
- La contre-étude des dossiers de crédits dépassant les délégations accordées aux filiales d'Atlantic Business International ;
- Les actions de restructuration des engagements en défaillance, et de recouvrements sur CDL (Créances douteuses et litigieuses) ;
- L'amélioration et le renforcement du dispositif réglementaire interne par la revue de procédures, des politiques et stratégies du groupe afin de tenir compte des spécificités locales et régionales dans le respect des exigences du Groupe et du régulateur ;
- Le développement de « la culture Risque » au sein du groupe à travers la formation des équipes et la sensibilisation des acteurs à l'appréciation des expositions en cohérence avec la politique du groupe et le respect des dispositions réglementaires ;
- En perspective de l'implémentation des nouvelles dispositions prudentielles Bâle II/III qui entreront en vigueur en 2018 dans la zone de l'UMOA, Une commission Bâle a été constituée au sein de ABI pour assurer le déroulement cohérent des nouvelles exigences réglementaires au niveau de toutes les entités du groupe ;

Cette commission s'appuie sur l'expertise du groupe et la synergie de ses fonctions pour assurer une mise en conformité dans les délais impartis par la BCEAO (Banque centrale). Les missions allouées s'articulent autour de :

- La revue et l'amélioration du dispositif actuel pour répondre aux nouvelles exigences réglementaires et assurer les déclarations prudentielles au régulateur ;
- La formation des parties prenantes en charge de la gestion du risque et des autres entités notamment les fonctions commerciale, juridique, et les Managers.

RISQUE DE PORTEFEUILLE ET LA SURVEILLANCE DES RISQUES

Au cours de 2017, ABI a développé des outils de gestion des risques qui ont permis d'aboutir à une plus grande maîtrise des expositions majeures.

- Les fonctions Risk Management et Surveillance Des Risques ont contribué significativement au déploiement des activités de gestion de risques grâce aux outils et procédures dont elles disposent.
- La prise en charge du risque en temps opportun par la fonction gestion préventive des risques/recouvrement a favorisé l'anticipation de défaillance chez certaines contreparties et le déploiement des plans de redressement permettant la maîtrise du Coût Net du Risque.
- Les Comités Risques au niveau de la holding Atlantic Business International et filiales ont contribué eux aussi à la définition des actions pertinentes à mener pour éviter la détérioration de la qualité du portefeuille.

RISK MANAGEMENT

En 2017, les équipes Risk management ABI et filiales ont fait partie intégrante du comité en charge du pilotage des travaux de mise en conformité des dites entités au nouveau dispositif prudentiel applicable aux établissements de crédit et aux compagnies financières de l'UMOA (Bâle II et III) dont l'entrée en vigueur est prévue en janvier 2018. Elles supervisent aussi tous les projets en lien avec la gestion du risque sponsorisés par la Direction Générale d'ABI en phase avec les ambitions de son plan 2020.

RISQUES DE LIQUIDITE

Au cours de l'année 2017, les banques ont enregistré une situation de liquidité tendue due à un durcissement de la politique monétaire de la Banque Centrale. Parmi les mesures prises par la banque Centrale on peut citer :

- Le relèvement du taux plafond des guichets de refinancement de la BCEAO de 3,5% à 4,5%
- Le plafonnement des refinancements aux guichets « Marginal » et « Spécial » à Deux fois les fonds propres des banques
- La réduction des montants mis en adjudication sur les guichets hebdomadaire et mensuel

Face à cette situation, ABI a pris des mesures et a mis en place des mécanismes pour gérer au mieux la liquidité de ces filiales bancaires, dont :

- La centralisation des demandes des refinancements CIB au niveau de ABI pour mieux gérer la relation entre ABI et CIB ;
- La mise en place d'un système de gestion centralisé des opérations interbancaires dans le groupe afin d'optimiser la gestion de la liquidité entre les filiales ABI ;
- La centralisation des opérations d'achat et de vente de titres au niveau d'ABI pour limiter l'exposition

du groupe sur les titres des Etats ;

- Le déploiement des produits de cash management dans les filiales ;
- La mise en place d'un projet de gestion ALM en deux phases :
 - ALM Quick Win
 - Dispositif ALM cible

Ces mesures ont permis à la holding du groupe BCP de mieux maîtriser les risques de liquidité et de continuer son expansion dans les différents marchés.





CONTROLE PERMANENT

Dispositif Contrôle Interne

Se conformant aux dispositifs réglementaires faisant office dans la zone de l'UMOA et en s'inscrivant dans la droite ligne des orientations du groupe Banque Centrale Populaire, ABI s'est doté d'un système de Contrôle Interne adapté à ses activités lui permettant de prévenir et maîtriser les risques auxquels elle est exposée.

Dans cette logique, le Contrôle Permanent a pour mission de fournir une assurance quant à la maîtrise des processus selon le niveau d'acceptation des risques défini par l'organe délibérant qui est le Conseil d'Administration et approuvé par l'organe exécutif qui est la Direction Générale. Le Conseil d'Administration adopte la politique en matière de contrôle et s'assure de la mise en place du dispositif et surveille régulièrement son activité et ses résultats. La Direction Générale est, quant à elle, directement impliquée dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de Contrôle Interne

Principales réalisations

Au cours de l'année 2017, le Contrôle Permanent a mené plusieurs actions dans les filiales Bancaires et Assurances du groupe, en vue du renforcement du dispositif de maîtrise des risques dans les différents métiers :

- Organisation d'une rencontre tripartite (BCP – ABI – Filiales) afin d'aborder les questions relatives à la gestion du Contrôle Permanent et du Risque Opérationnel dans les filiales sous la supervision de la Division du Contrôle Permanent du groupe BCP ;
- Visites d'assistance du Contrôle Permanent au sein des filiales du groupe pour appuyer les équipes de contrôle permanent dans l'appropriation et l'application du dispositif de contrôle permanent d'une part et d'autre part analyser et apporter une expertise à la régularisation des principales insuffisances issues des activités de contrôle ;
- Travaux d'implémentation du dispositif de Contrôle Permanent dans les compagnies d'Assurance au travers de la mise en place des matrices de contrôle de 2eme niveau à la GTAC2A-Vie et d'une visite de travail à la GTAC2A-IARD ;
- Séminaire annuel sur les travaux du Contrôle Permanent avec la participation de tous les responsables Contrôle Permanent de la holding du groupe permettant d'échanger sur les améliorations à apporter à la gestion des activités de Contrôle Permanent dans les filiales et de débattre des problématiques qui inhibent les performances liées à la surveillance des activités.



RISQUE DE NON-CONFORMITE



La holding du groupe BCP a bâti son développement dans le respect de la conformité par rapport aux dispositifs réglementaires en vigueur dans la zone de l'UMOA et ceux en vigueur au niveau de la maison mère, qu'il s'agisse de principes ou de normes professionnelles et déontologiques, ou de dispositions réglementaires ou internes.

Le dispositif de maîtrise des risques de non-conformité

Le dispositif de prévention du risque de non-conformité repose sur une responsabilité partagée entre l'entité en charge de la conformité au niveau de la holding et les Directions générales et leurs collaborateurs de la filière Conformité au niveau des filiales.

Dans leur quotidien, les entités de la holding doivent s'assurer que les dispositions légales et réglementaires, ainsi que les dispositions internes transmises par le groupe sont prises en compte et appliquées.

La filière Conformité assure deux grandes missions :

- Conseiller et assister les filiales de la holding du groupe afin qu'elles puissent accomplir leurs activités dans le respect des normes professionnelles, réglementaires et des engagements du groupe ;
- Contrôler et évaluer l'adéquation et l'efficacité du dispositif de contrôle et de maîtrise des risques de non-conformité

La filière Conformité au niveau d'ABI repose sur une organisation ambivalente. En filiale, elle est placée sous l'autorité du Directeur Général et dépend fonctionnellement de la fonction Conformité de la holding. Le contrôle et le renforcement permanent de l'efficacité du dispositif sont assurés au niveau le plus élevé du groupe : Le Conseil d'Administration. ABI effectue une revue annuelle du dispositif de conformité et en particulier du dispositif LCB/FT

(Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme) à travers les rapports annuels ;

Les questions relatives à la gestion du risque de non-conformité sont traitées au sein du Comité Gestion Globale des Risques (GGR) qui se réunit trimestriellement pour arrêter les orientations et principes du groupe en matière de conformité. Le responsable de la Conformité y présente les faits marquants de la période, fait un point des constats majeurs, et informe sur les principales évolutions réglementaires ainsi que l'état d'avancement des projets.

Un rapport sur ce dispositif est fait semestriellement à l'attention de Conseil d'Administration.

Dispositif d'éthique et de Déontologie

Sur le volet de la déontologie et de l'éthique, ABI a mis en place un corridor, filiale vers la holding, pour la remontée d'information en plus d'une formation en ligne pour sensibiliser l'ensemble des collaborateurs sur les questions d'éthique et de déontologie.

Relativement au mécanisme de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, La holding ABI dispose d'un dispositif de prévention et de détection des risques de blanchiment de capitaux, de financement du terrorisme, et de non-respect des embargos et sanctions financières. Ce dispositif est organisé de la façon suivante :

- Le dispositif de lutte contre le financement du terrorisme est logé au sein de l'entité en charge de la Conformité et assure la coordination globale du dispositif.
- Au niveau des filiales, les responsables du contrôle permanent et de la Conformité assurent la mise en œuvre du dispositif de lutte contre le blanchiment.



- La conformité ABI organise la circulation et le Partage des informations relatives aux risques de Sécurité financière de manière générale par mémorandum et notes d'information, et en particulier, par la validation des clients et des opérations les plus risquées et la remontée des déclarations de soupçon effectuées par l'ensemble des entités.

Les applicatifs de surveillance utilisés par le groupe

Le groupe a fait l'acquisition d'une série d'applicatifs permettant de s'assurer du respect de la réglementation et de détecter les transactions atypiques :

- Le premier applicatif vise plus précisément à lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, il génère des alertes en cas d'identification de transactions douteuses ;
- Le second, est un outil de filtrage permettant le filtre des données sur la base de listes prédéterminées (bases de données externes, listes internes...) et génèrent des alertes en cas de détection de personnes, pays ou activités visés

par des sanctions internationales (embargos, de personnes condamnées ou ayant un statut de PPE.

La lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LCB/FT) et la vigilance des collaborateurs du groupe, ont été poursuivies en 2017. Elles ont consisté essentiellement en :

- La consolidation des équipes conformité en filiales au cours de l'année ;
- La mise en place du projet réglementaire de renforcement du dispositif en coordination avec BP SHORE Consulting (filiale du groupe BCP);
- Le déploiement d'une formation qualifiante en E-learning « LCB/FT » en direction de tous les collaborateurs du groupe ;
- La mise en place du projet DATA QUALITY censé optimiser la qualité des informations dans le dossier de notre clientèle ;
- La préparation de l'entrée en vigueur l'instruction 007-09-2017 portant modalité d'application par les institutions financières de loi uniforme sur la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

FONCTIONS SUPPORT
ACTIVITÉ 2017





MOYENS ET PLATEFORMES MUTUALISÉS

Dans le cadre du déploiement du plan de transformation de l'international, le Pôle Organisation et Système d'Information (POSI) a déployé en 2017, des solutions et services à fortes valeurs ajoutées et accompagné la holding ABI et les filiales qui lui sont rattachées dans la réalisation de leurs projets et activités dans les domaines techniques, fonctionnels et organisationnels.

VOLET SYSTEME D'INFORMATION

POURSUITE DE LA MIGRATION VERS UN NOUVEAU CORE BANKING

La mise en œuvre de la phase II du schéma directeur du système d'information singulièrement le Plan de Transformation du SI a connu un premier succès capitalisant sur la migration sur T24 du site pilote, Banque Atlantique Niger, en mars 2017. La mise en production au niveau de la seconde filiale devra intervenir l'année suivante conformément au planning arrêté lors du au kick off du déploiement de la filiale bancaire de Côte d'Ivoire.

Finalisation de la migration des filiales Assurances sur ORASS

L'année 2017 a été marquée par la finalisation de la migration ORASS des 4 compagnies d'assurances du groupe. Ainsi, après AAVIE, AACI et GTAC2A-IARD, le dernier site GTAC2A-VIE a basculé sur ORASS, le 25 Avril 2017. En parallèle, a démarré le chantier dispositif réglementaire et le dénouement du projet est prévu courant premier semestre 2018.

Participation à la confection des offres

Le Pole Système d'information a accompagné les filiales bancaires dans l'élaboration de diverses solutions construites et déployées dans une démarche d'innovation. Ainsi, plusieurs offres ont été lancées en collaborations avec les Directions Commerciales de la holding :

- ACS for corporate, une solution de traitement de chèques qui assure transparence, précision et sécurité des transactions ciblant la clientèle des Entreprises a été développée et distribuée. Le dispositif vise l'automatisation et la fluidification des opérations de remise de chèque. La solution est proposée dans le réseau Banque Atlantique en Côte d'Ivoire, au Mali, au Niger au Sénégal et au Burkina Faso afin d'améliorer l'expérience client et donner aux filiales bancaires de réaliser une hausse des flux de trésorerie.
- ANET V2, la nouvelle version de l'offre de Banque en ligne a été introduite sur les différents marchés en Côte d'Ivoire et au Sénégal. Enrichie de nouvelles fonctionnalités,

le service ANET dans sa version 2, couvre les besoins des clients en termes de virement en temps réel, de workflow de validation lors des transactions, de commande de chèquiers et de virement de masse pour les corporate.

- Mise en place de borne chèques, un dispositif d'automate dédié à la remise de chèque en agence avec un parcours écran très ergonomique simple et intuitif. La solution offre aux clients les meilleures conditions de réalisation de leur transaction. Il en résulte pour la banque, une réduction du temps de traitement, la disponibilité pour l'activité commerciale et la fidélisation des clients. Le dispositif est en place à la Banque Atlantique Côte d'Ivoire.
- Service CARDLESS développé en partenariat avec les acteurs majeur de téléphonie mobile de la région. Déployé en Côte d'Ivoire, l'offre permet aux clients WALLET de retirer de l'argent 24H/24 dans le réseau GAB Banque Atlantique et se traduit pour la banque par un accroissement des commissions et le renforcement de sa visibilité.

Exploitation et sécurisation de la production du Système d'Information

L'année 2017 a été également marquée par le dénouement de plusieurs projets groupe :

- succès de la mutualisation de l'ensemble des filiales assurances au niveau du centre de traitement d'ABI ;
- optimisation de la liaison entre les deux sites ABI (Abidjan et Cotonou) dont les travaux ont permis d'augmenter le débit entre les 2 sites (de 1 Mbps à 2 Mbps) et de réduire les coûts de la liaison de 12% sur l'année ;
- déploiement par ABI des systèmes de la microfinance de Guinée sur les installations centralisées du groupe à Abidjan se traduisant par un regroupement des trois institutions de microfinances ouest africaines du groupe AMIFA Côte d'Ivoire, AMIFA Mali et AMIFA Guinée sur les plateformes centrales d'ABI ;



- déploiement de systèmes de visioconférence dans toutes les sociétés d'assurances du groupe -AACI, AAVIE, GTAC2A IARDT et GTAC2A VIE entraînant la rationalisation du budget alloué à la logistique ;

Sécurité du Système d'Information

En 2017, le POSI a procédé à la réalisation avec succès d'un audit de sécurité sur onze (11) applications en vue d'évaluer les risques de vulnérabilité des infrastructures, des données et des ressources applicatives critiques. Par ailleurs, une campagne de sensibilisation interne sur la bonne pratique en matière d'utilisation des données a été initiée afin d'instruire l'ensemble des collaborateurs du groupe sur la politique de sécurité et la charte en vigueur.

VOLET ORGANISATION

Lancement du Chantier Data Quality

En prélude au déploiement de T24 dans toutes les filiales bancaires de la holding du groupe, un chantier visant l'assainissement des données du référentiel client et celui de la base des garanties a été initié. L'objectif étant d'identifier, assainir et classer les dossiers physiques garanties par client ; fiabiliser la base de données garanties au niveau du SIB ; identifier et assainir les dossiers physiques d'ouverture de comptes ; procéder à la complétude des données clientèles cible au niveau du SIB ; réduire les risques opérationnels et fiabiliser les reportings internes et réglementaires.

Arrimage technologique de BIA Niger

Conformément à la vision stratégique de BCP, la finalisation de l'acquisition de BIA-Niger a également entraîné son arrimage technologique en vue d'upgrader le système de cette filiale pour la hisser au niveau des standards du groupe. A la suite des travaux de la phase de diagnostic, un état des lieux de l'architecture technologique a été dressé et des plans d'actions ont été élaborés pour la mise en place des actions critiques et la planification des actions à moyens termes à déployer dans le courant de l'année 2018.

Re-engineering des processus

Divers chantiers d'optimisation des processus ont été lancés en 2017. L'Excellence Opérationnel, qui a pour but de fiabiliser les processus opérationnels de la banque est en cours de déploiement sur le site pilote de la Côte d'Ivoire. Cette première phase vise l'industrialisation du processus d'octroi des crédits à la clientèle des entreprises.

Optimisation du processus de crédit à la consommation

Le POSI a assisté la Direction Stratégie Retail dans le cadre du chantier d'industrialisation du crédit à la consommation visant à perfectionner et standardiser le processus. Le mécanisme en place permet d'améliorer la productivité et d'accroître la satisfaction client.

LA COMMUNICATION AU SERVICE DE L'AMBITION DU GROUPE

En termes de communication, l'année 2017 a été marquée par l'affirmation du positionnement du groupe au service de l'ambition de BCP en Afrique de l'Ouest dont le leitmotiv vise à créer le premier groupe panafricain solidaire et ancré localement et fortement engagé dans les politiques de développement des différents pays de présence.

LANCEMENT D'UNE CAMPAGNE INSTITUTIONNELLE

Durant cet exercice, la communication institutionnelle a été marquée par le lancement de la nouvelle campagne institutionnelle de la marque « Banque Atlantique ».

Cette campagne a été dévoilée pour la première fois dans le cadre de la participation de « Banque Atlantique » à la CAN 2017 via la diffusion du film institutionnel groupe sur l'une des chaînes internationales détenant les droits télé au plan international. Conçue autour de la signature « Faites pour vous » et déployée dans tout l'espace UEMOA, l'objectif de la campagne est d'affirmer le savoir-faire de Banque Atlantique en illustrant l'impact concret des choix des clients et la volonté de la banque de les accompagner pour « construire et développer le meilleur de leurs projets ».

DÉPLOIEMENT DE PLUSIEURS CAMPAGNES COMMERCIALES

Au titre de la communication commerciale, l'exercice a été marqué par plusieurs campagnes notamment « MaRetraite », une offre d'épargne retraite conçue par Atlantique Assurance Vie Côte d'Ivoire, dédiée aux clients Particuliers (Salariés du Public et du Privé) ou Professionnels et commercialisée dans le réseau banque atlantique en Côte d'Ivoire ; Campagne de lancement de l'offre « AMIFA RECONFORT ACCIDENT », un contrat d'assurance centré sur la couverture des risques auxquels le client s'exposerait suite à un accident de la vie professionnelle ou privée, né du partenariat entre AMIFA Microfinance For Africa (Côte d'Ivoire) et Atlantique Assurances Côte d'Ivoire ; celle portant sur le produit « E-Facture » au Burkina Faso par Banque Atlantique en partenariat avec SONABEL ; fonds commun de placement obligataire « FCP Atlantique Sécurité » en Côte d'Ivoire par Banque Atlantique et Atlantic Asset Management. Toutes ces opérations qui ont eu un fort impact auprès de cibles visées ont pour objectif de promouvoir les nouvelles offres auprès des différents marchés.

AVÈNEMENT DE LA MARQUE BANQUE ATLANTIQUE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

Le volet communication digitale a été marqué par l'avènement de Banque Atlantique sur Facebook et Twitter. Déjà présente sur YouTube et LinkedIn, Banque Atlantique a lancé, ses pages Facebook et Twitter afin de préparer sereinement sa transition digitale, dans le cadre de son Plan de Transformation.

La stratégie de communication digitale de Banque Atlantique vise à construire une des plus importantes communautés de marque à travers une approche éditoriale institutionnelle et interactive afin d'optimiser et valoriser son capital image auprès des publics-cibles. Dans ce cadre, la charte éditoriale adoptée a permis la conception et diffusion de publications sur l'actualité et les offres du groupe ainsi que des jeux.

LIFTING DU SITE WEB INSTITUTIONNEL DE BANQUE ATLANTIQUE

Banque Atlantique a relancé un nouveau site Web institutionnel, plus ergonomique et plus interactif avec un design graphique affichant les futures couleurs de la marque. Le nouveau site apporte un confort de lecture et de navigation aux clients et prospects, basé sur la simplicité et la clarté. Ce lifting vise à anticiper et répondre aux nouvelles pratiques des usagers de manière personnalisée et collaborative. Résolument dans l'air du temps, le nouveau site web est consultable depuis tous types de terminaux mobiles.

COMMUNICATION INTERNE

La communication interne a quant à elle poursuivi sa mission d'information et d'accompagnement avec pour principal objectif, de fédérer l'ensemble des collaborateurs autour des valeurs et des ambitions du groupe.

SOUTIEN AUX INITIATIVES D'ORGANISMES PUBLICS ET PRIVÉS

Le groupe a continué de bâtir des parcelles afin de supporter des initiatives au plan local et régional dans les domaines variés apportant notamment son soutien à différents organismes publics et privés, engagés dans la réalisation d'actions concrètes au profit de la communauté.





LE CAPITAL HUMAIN

L'année 2017 a été marquée par l'extension du périmètre d'ABI conformément aux orientations stratégiques et priorités du groupe, placées sous le signe de la transformation.

Le fonctionnement de la holding a été restructuré et une organisation autour de trois pôles stratégiques a été mise en place notamment « Synergie », « Organisation et Système d'information » et « Gestion Globale des Risques » au mois de février 2017. S'en est suivi le renforcement de ces entités et la création d'un quatrième Pôle, « Banque de Détail » ainsi que la mise en place d'une Direction Logistique et Plateformes Mutualisées afin de centraliser et uniformiser les achats au sein de la holding.

MISE EN ŒUVRE DE PROJETS STRUCTURANTS

Cette année a connu un réel dynamisme au niveau des projets RH entrepris dans l'optique de mieux structurer, prendre en charge les attentes des collaborateurs et orienter les réformes visant le renforcement des capacités et des compétences des ressources humaines du groupe.

Dans ce cadre le Chantier « **Réforme du Système d'Évaluation et Gestion des Performances** » dont l'objectif

est de faire évoluer le système d'évaluation du groupe vers une approche rationnelle, flexible et mieux adaptée a été menée avec succès. Suite à sa mise en œuvre, l'ensemble des collaborateurs est désormais pris en charge dans ce système en tant qu'évaluateurs et (ou) qu'évalué.

Les changements majeurs à ce niveau portent d'une part sur un renforcement de la structure d'appréciation des comportements professionnels et des compétences ; d'autre part sur la mise en place d'un processus de fixation d'objectifs pour toutes les fonctions des différents métiers et enfin sur la digitalisation du processus d'évaluation.

Les chantiers « **Grille salariale** » lancés dans l'optique d'améliorer la grille de salaire de chacune des entités du groupe, ainsi que le chantier « **Consolidation des données RH** » sont également bien avancés et suivent activement leur cours.

Au plan social, la troisième édition des colonies de vacances, organisée par la Banque Centrale Populaire a vu une participation accrue des enfants des collaborateurs d'ABI et filiales en évolution de 20%, témoignant ainsi du réel intérêt du personnel pour cette activité.

PROFIL DU CAPITAL HUMAIN

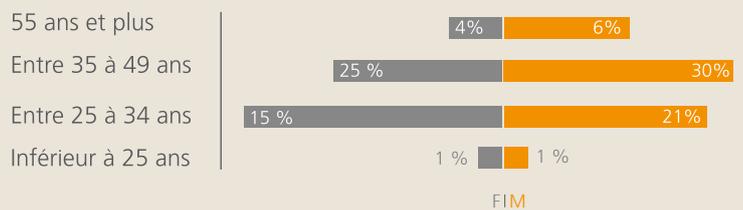
Les effectifs salariés de la holding du groupe Banque Centrale Populaire s'élèvent à 2495 au 31 décembre 2017 et sont répartis comme suit :

EFFECTIF PAR GENRE



La part des femmes dans l'effectif du groupe est en évolution continue.

PYRAMIDE DES AGES



L'âge moyen est de 38 ans.

- La part des femmes dans l'effectif du groupe est en évolution continue, caractérisé par une tendance à la parité hommes-femmes.
- Le profil révèle que le capital humain est jeune avec un âge moyen de 38 ans et 36% des effectifs ont entre 25 et 34 ans.

ENGAGEMENT
CITOYEN





ENGAGEMENT CITOYEN

DIMENSION CITOYENNE RENFORCÉE

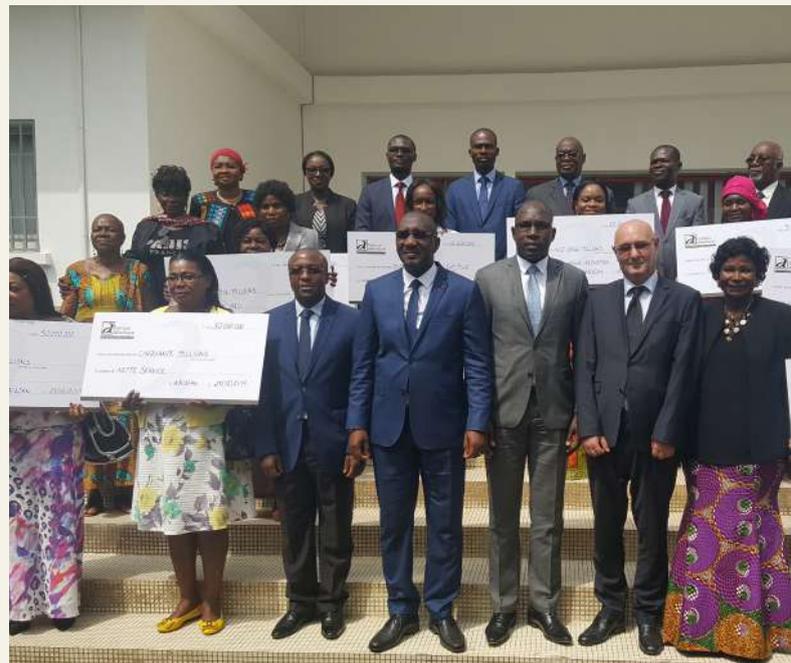
Le groupe Banque Centrale Populaire soutient dans ses pays de présence, des programmes d'envergure nationale, planifiés sur ses 4 axes d'intervention, Social, Entrepreneuriat, Environnement, Culture. Dans ce cadre, le groupe favorise à l'échelle régionale, l'émergence de projets et d'actions concrètes portés par la solidarité visant notamment l'inclusion sociale et l'amélioration des conditions de vie des populations, démontrant son utilité en matière socio-économique et environnementale.

PROMOTION DE L'ENTREPRENEURIAT FEMININ

Côte d'Ivoire

Banque Atlantique, en partenariat avec le Ministère du Commerce, de l'Artisanat et de la Promotion des PME de Côte d'Ivoire a procédé à une remise de chèques à des femmes entrepreneures, premières bénéficiaires de financements octroyés dans le cadre du Fonds doté d'une enveloppe de cinq (05) Milliards de FCFA. Ce premier bilan porte sur un montant global de plus de 260 millions de FCFA, accordés par Banque Atlantique sous forme de crédits pour financer les besoins liés au cycle d'exploitation ou d'investissement des premières entreprises sélectionnées par le Ministère et répondant aux critères prédéfinis. Mis à la disposition de l'Etat de Côte d'Ivoire par le groupe Banque Centrale Populaire ce fonds a pour vocation de soutenir la promotion des PME et l'émergence de l'entrepreneuriat féminin.

Par ailleurs, Banque Atlantique a octroyé un financement d'une enveloppe de 10,5 milliards de FCFA au Fonds d'Aide aux Femmes de Côte d'Ivoire (FAFCI). Dans le cadre de ce partenariat, des micro-crédits ont été accordés à 100 000 femmes environ, via des Institutions de Micro Finance avec un impact social important sur la vie des populations ciblées.



SOCIAL

SANTÉ

En matière de santé, le groupe finance essentiellement des programmes de sensibilisation, de prévention, d'équipement et de réhabilitation d'infrastructures sanitaires.

Bénin

Banque Atlantique Bénin a procédé à la remise d'un don important de lot de matériel médical au Centre National Hospitalier et Universitaire Hubert Koutoukou Maga de Cotonou. Cet équipement de dernière génération, destiné aux Urgences du Service de Cardiologie, vise à renforcer les capacités de cette unité permettant une meilleure prise en charge des malades. Au Bénin, Banque Atlantique apporte son soutien à des actions sociales, qu'il s'agisse d'inclusion bancaire ou de mécénat et s'inscrit durablement dans l'accompagnement solidaire des populations du pays, confirmant ainsi sa dimension citoyenne.





Côte d'Ivoire

En Côte d'Ivoire, outre son intervention régulière dans des projets sociaux visant la promotion de l'entrepreneuriat, Banque Atlantique a en parallèle investi en 2017, l'axe de la santé en s'impliquant dans la lutte contre le cancer, un enjeu majeur de santé publique. Son soutien au ministère de la Santé du pays a porté sur le financement d'actions de sensibilisation, de suivi et de dépistage des cancers à travers l'équipement de deux centres de traitement des lésions précancéreuses larges et le renforcement des capacités de 50 médecins intervenant sur ces sites, en vue du dépistage des cancers du sein et du col de l'utérus constituant respectivement 34% et 31% des cas de cancers en Côte d'Ivoire.

Mali

Au Mali, Banque Atlantique a accompagné l'Association malienne de lutte contre le diabète dans le cadre d'une campagne de dépistage qui a concerné plus de 2 000 personnes issues de milieux sociaux défavorisés. Au terme de cette campagne, un important don a été remis au centre diabétique du Mali au profit de malades en situation de précarité. Consciente du caractère important de la solidarité et de son impact dans l'amélioration des conditions de vie des populations, la Banque accorde une attention particulière aux actions ayant un fort impact social.



PRESERVATION DE L'ENVIRONNEMENT

Burkina Faso

En 2017, Banque Atlantique Burkina Faso a équipé la commune de Gaoua de matériel d'assainissement afin de soutenir la politique locale de lutte contre l'insalubrité et contribuer ainsi à la préservation de la santé publique. L'accompagnement de Banque Atlantique a porté sur un don de matériels de ramassage, de stockage et de transport d'ordures visant la mise en œuvre d'actions dynamiques et incitatives d'assainissement de la ville de Gaoua en partenariat avec la mairie.

Sénégal

Banque Atlantique Sénégal a soutenu un projet basé sur les énergies renouvelables en vue de l'électrification de 5 écoles élémentaires. Le projet a abouti à l'électrification à partir de systèmes solaires intelligents, des 5 écoles sélectionnées et à la formation locale d'usagers devant assurer l'exploitation de ces installations. L'objectif étant le renforcement du développement social et économique des populations visées sur le long terme et la promotion de l'énergie verte, contribuant à réduire les impacts néfastes sur l'environnement.



Niger

Au Niger, Banque Atlantique a financé et équipé une salle de soin logée au sein du plus grand Hôpital de la capitale. La structure dédiée à la consultation au niveau du service des urgences de l'Hôpital National de Niamey dispose désormais d'infrastructures et de matériels adéquats permettant de faciliter l'accès aux soins à une population cible d'environ 3 millions de personnes. L'inauguration de la salle de soin dans l'établissement sanitaire représentant une capacité d'accueil de 803 lits est intervenue 10 mois après la signature de convention et la pose de la première pierre.

Togo

Au Togo, Banque Atlantique a procédé à une signature de convention en vue d'apporter son soutien au financement des travaux de réhabilitation d'une salle d'observation du centre de santé « Polyclinique Gakpodji ». La salle d'observation entièrement réhabilitée du Centre de Santé « Polyclinique GAKPODJI », a été livrée fin 2017.

SOUTIEN AU FONCTIONNEMENT D'UN ORPHELINAT

Guinée Bissau

En Guinée Bissau, Banque Atlantique a apporté son soutien à l'orphelinat de Ninho de Criança de Penha sous forme financière et de don en nature. Le concours de la banque a permis la mise à niveau de l'orphelinat en vue de procurer notamment un mieux-être aux jeunes pensionnaires de cet établissement.

En ligne avec la vocation du groupe, la succursale de Guinée Bissau est engagée dans le développement local, mettant ainsi la solidarité au cœur de ses préoccupations.

ETATS FINANCIERS





RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS ANNUELS CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2017





RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS ANNUELS CONSOLIDÉS

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2017, sur :

- l'audit des états financiers annuels consolidés de la société ATLANTIC BUSINESS INTERNATIONAL S.A. (ABI), tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- les vérifications spécifiques prévues par la loi et les autres informations.

1. AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS ANNUELS CONSOLIDÉS

1.1. Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers annuels consolidés de la société ATLANTIC BUSINESS INTERNATIONAL S.A., comprenant le bilan et le hors-bilan consolidés au 31 décembre 2017, le compte de résultat consolidé ainsi que les notes annexes aux états financiers annuels consolidés.

À notre avis, les états financiers annuels consolidés sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice conformément aux règles et méthodes comptables édictées par le plan comptable bancaire de l'UMOA et l'Acte uniforme de l'OHADA portant organisation et harmonisation des comptabilités des entreprises.

1.2. Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux dispositions du Règlement N°01/2017/CM/OHADA portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels consolidés » du présent rapport.

Nous sommes indépendants de la société conformément au Code d'éthique des professionnels de la comptabilité et de l'audit édicté par le Règlement N°01/2017/CM/OHADA portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit dans les pays membres de l'OHADA et les règles d'indépendance qui encadrent le commissariat aux comptes et nous avons satisfait aux autres responsabilités

éthiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

1.3. Responsabilités du Conseil d'Administration et du Comité d'audit

Les états financiers annuels consolidés ont été établis et arrêtés par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation sincère des états financiers annuels consolidés conformément aux règles et méthodes comptables édictées par le Plan Comptable Bancaire de l'UMOA et par l'Acte Uniforme de l'OHADA portant organisation et harmonisation des comptabilités des entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'elle estime nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers annuels consolidés, il incombe au Conseil d'Administration d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la base de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de mettre la société en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Il incombe au Conseil d'Administration et au Comité d'Audit de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de la société.

1.4. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes « ISA » permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des



états financiers annuels consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci. Nos responsabilités pour l'audit des états financiers annuels consolidés sont décrites de façon plus détaillée dans l'annexe 1 du présent rapport du commissaire aux comptes.

2. VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES PRÉVUES PAR LA LOI ET AUTRES INFORMATIONS

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport de gestion et notre rapport du commissaire aux comptes sur ces états financiers annuels consolidés.

Notre opinion sur les états financiers annuels consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre mandat de commissariat aux comptes, notre responsabilité est, d'une part, de faire les vérifications spécifiques prévues par la loi, et ce faisant, à vérifier la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels consolidés des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration, et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels consolidés, et à vérifier, dans tous leurs

aspects significatifs, le respect de certaines obligations légales et réglementaires.

D'autre part, notre responsabilité consiste également à lire les autres informations et, par conséquent, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise lors de l'audit, ou encore si les autres informations semblent comporter une anomalie significative.

Si à la lumière des travaux que nous avons effectués lors de nos vérifications spécifiques ou sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Abidjan, le 24 mai 2018

Mazars Côte d'Ivoire : Armand Fandohan

Expert-Comptable Diplômé
Associé

EXPOSÉ DES RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX
COMPTES RELATIVES À L'AUDIT
DES ÉTATS FINANCIERS



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous prenons connaissance du contrôle interne de la société afin de définir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments recueillis jusqu'à la date de notre rapport ;
- nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

ÉTATS FINANCIERS
CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2017





ETAT : CÔTE D'IVOIRE

ETABLISSEMENT : ATLANTIC BUSINESS INTERNATIONAL

BILAN CONSOLIDE

DEC 2900

MONTANTS NETS

(en millions de Francs CFA)

ACTIF	31/12/2016	31/12/2017
CAISSE	56 191	70 861
CREANCES INTERBANCAIRES	232 667	206 936
- A vue	180 618	117 715
. Banques Centrales	133 550	65 697
. Trésor Public, CCP	2 057	3 961
. Autres établissements de crédit	45 011	48 057
- A terme	52 050	89 221
CREANCES SUR LA CLIENTELE	1 424 279	1 783 112
- Portefeuille d'effets commerciaux	57 173	59 916
. Crédits de campagne	-	1 806
. Crédits ordinaires	57 173	58 111
- Comptes ordinaires débiteurs	94 130	146 196
- Autres concours à la clientèle	1 272 976	1 577 000
. Crédits de campagne	62 470	67 361
. Crédits ordinaires	1 210 507	1 509 639
- Affacturage	-	-
CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEE	3 127	9 621
TITRES DE PLACEMENT	912 230	945 812
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	6 388	20 466
IMMOBILISATIONS FINANCIERES MISES EN EQUIVALENCE	29 490	32 392
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	15 667	9 989
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	79 207	100 893
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	-	-
AUTRES ACTIFS	75 143	84 328
COMPTE D'ORDRE ET DIVERS ACTIF	37 181	48 129
ECART D'ACQUISITION	22 922	33 474
TOTAL L'ACTIF	2 894 494	3 346 013



ETAT : CÔTE D'IVOIRE
ETABLISSEMENT : ATLANTIC BUSINESS INTERNATIONAL

BILAN CONSOLIDE DEC 2900

MONTANTS NETS

(en millions de Francs CFA)

PASSIF	31/12/2016	31/12/2017
DETTES INTERBANCAIRES	1 006 036	1 105 567
- A vue	57 336	81 003
Trésor Public, CCP	5 614	8 954
Autres établissements de crédit	51 722	72 049
- A terme	948 700	1 024 564
DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE	1 610 007	1 841 592
- Comptes d'épargne à vue	213 914	267 157
- Comptes d'épargne à terme	5 659	5 824
- Bons de caisse	-	957
- Autres dette à vue	875 593	949 204
- Autres dettes à terme	514 841	618 450
DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE	-	-
AUTRES PASSIFS	51 829	75 536
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	29 746	15 433
ECART D'ACQUISITION	1 449	1 205
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	29 332	37 934
PROVISIONS REGLEMENTÉES	-	-
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	-	-
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX	-	-
CAPITAL	113 965	155 181
PRIMES LIÉES AU CAPITAL	-	-
RESERVES CONSOLIDÉES, ECART DE REEVALUATION, CART DE CONVERSION, DIFFÉRENCE SUR TITRES MIS EN EQUIVALENCE	40 366	87 113
- Part du groupe	511	50 745
- Part des intérêts minoritaires	39 855	36 368
REPORT A NOUVEAU (+/-)		
RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)		26 450
- Part du groupe	10 436	22 505
- Part des intérêts minoritaires	1 328	3 946
TOTAL PASSIF	2 894 494	3 346 013

ETAT : **CÔTE D'IVOIRE**
 ETABLISSEMENT : **ATLANTIC BUSINESS INTERNATIONAL**

BILAN CONSOLIDE DEC 2900

MONTANTS NETS

(en millions de Francs CFA)

HORS BILAN	31/12/2016	31/12/2017
ENGAGEMENTS DONNES	269 240	332 957
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	123 807	88 413
En faveur d'établissements de crédit	-	-
En faveur de la clientèle	123 126	88 413
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	145 433	244 544
D'ordre d'établissements de crédit	17 923	1 924
D'ordre de la clientèle	127 510	242 620
ENGAGEMENTS SUR TITRES	-	-
ENGAGEMENTS RECUS	2 723 597	3 440 691
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	-	-
Reçus d'établissements de crédit		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	2 723 597	3 464 974
Reçus d'établissements de crédit	140 582	72 904
Reçus de la clientèle	2 583 015	3 392 071
ENGAGEMENTS SUR TITRES	-	-
ENGAGEMENTS DONNES SGI	395 418	493 114
ENGAGEMENTS RECUS SGI	-	-



ETAT : CÔTE D'IVOIRE
ETABLISSEMENT : ATLANTIC BUSINESS INTERNATIONAL

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

DEC 2985

MONTANTS NETS

(en millions de Francs CFA)

LIBELLES	31/12/2016	31/12/2017
PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	120 784	140 989
+ Intérêts et produits assimilés	101 195	122 144
+ Intérêts et produits assimilés sur créances interbancaires	2 157	4 065
+ Intérêts et produits assimilés sur créances sur la clientèle	99 015	117 834
+ Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	5	72
+ Autres intérêts et produits assimilés	17	173
- Intérêts et charges assimilées	- 70 551	- 82 486
- Intérêts et charges assimilées sur dettes interbancaires	- 29 859	- 38 937
- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard de la clientèle	- 40 027	- 43 246
- Intérêts et charges assimilées dettes représentées par un titre	57	-
- Autres intérêts et charges assimilées	- 722	- 303
+ Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	612	2 991
- Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	- 358	- 2 433
+ Commissions acquises	39 651	42 274
- Commissions dues	- 4 036	- 3 798
+ Produits sur opérations financières	57 488	67 398
+ Produits sur titres de placement	45 811	49 204
+ Dividendes et produits assimilés	33	66
+ Produits sur opérations de change	8 600	15 381
+ Produits sur opérations de hors bilan	3 044	2 747
- Charges sur opérations financières	- 4 935	- 7 590
- Charges sur titres de placement	- 957	- 1 520
- Charges sur opérations de change	- 3 970	- 6 069
- Charges sur opérations de hors bilan	- 8	- 1

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

DEC 2985

MONTANTS NETS

(en millions de Francs CFA)

LIBELLES	31/12/2016	31/12/2017
+ Produits divers d'exploitation bancaire	3 278	4 516
- Charges diverses d'exploitation bancaire	- 1 561	- 2 027
VENTES, ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS	- 1 622	- 1 534
+ Marges commerciales	-	-
+ Ventes de marchandises	- 578	- 529
+ Variations de stocks de marchandises	13	142
- Achats de marchandises	- 1 057	- 1 147
- Stocks vendus	-	-
AUTRES PRODUITS ET CHARGES ORDINAIRES	- 110 620	- 107 586
+ Produits généraux d'exploitation	8 439	7 856
- Frais généraux d'exploitation	- 70 015	- 78 299
- Frais de personnel	- 29 036	- 33 237
- Autres frais généraux	- 40 979	- 45 061
+ Reprises d'amortissements et de provisions sur immobilisations	1 197	544
- Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	- 13 145	- 14 812
+ Solde en bénéfice des corrections de valeurs sur créances et du hors bilan	1 282	17 368
- Solde en perte des corrections de valeurs sur créances et du hors bilan	- 38 378	- 40 243
+ Excédent des reprises sur les dotations du fonds pour risques bancaires généraux	-	-
- Excédent des dotations sur les reprises du fonds pour risques bancaires généraux	-	-
PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS	3 395	- 6 331
+ Produits exceptionnels	6 494	1 309
- Charges exceptionnelles	- 3 099	- 7 640
PROFITS ET PERTES/EXERCICES ANTERIEURS	1 237	1 507
+ Profits sur exercices antérieurs	3 735	4 004
- Pertes sur exercices antérieurs	- 2 497	- 2 498
- IMPOT SUR LE BENEFICE	- 1 832	- 1 915
QUOTE-PART DANS LE RESULTAT D'ENTREPRISES	421	1 321
MISES EN EQUIVALENCE (+/-)		
RESULTAT DE L'EXERCICE	11 764	26 450
Part du groupe	10 436	22 505
Part des intérêts minoritaires	1 328	3 946



ATLANTIC BUSINESS INTERNATIONAL
